

# Rapport d'orientations budgétaires

# 2025

Article L. 2312-1 et L. 5211-36  
du Code Général des Collectivités Territoriales



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**



Communauté de Communes

**Terrassonnais  
Haut Périgord Noir**

**I- Le contexte économique et financier, impact pour les finances locales**

*Quels effets sur nos budgets ?*

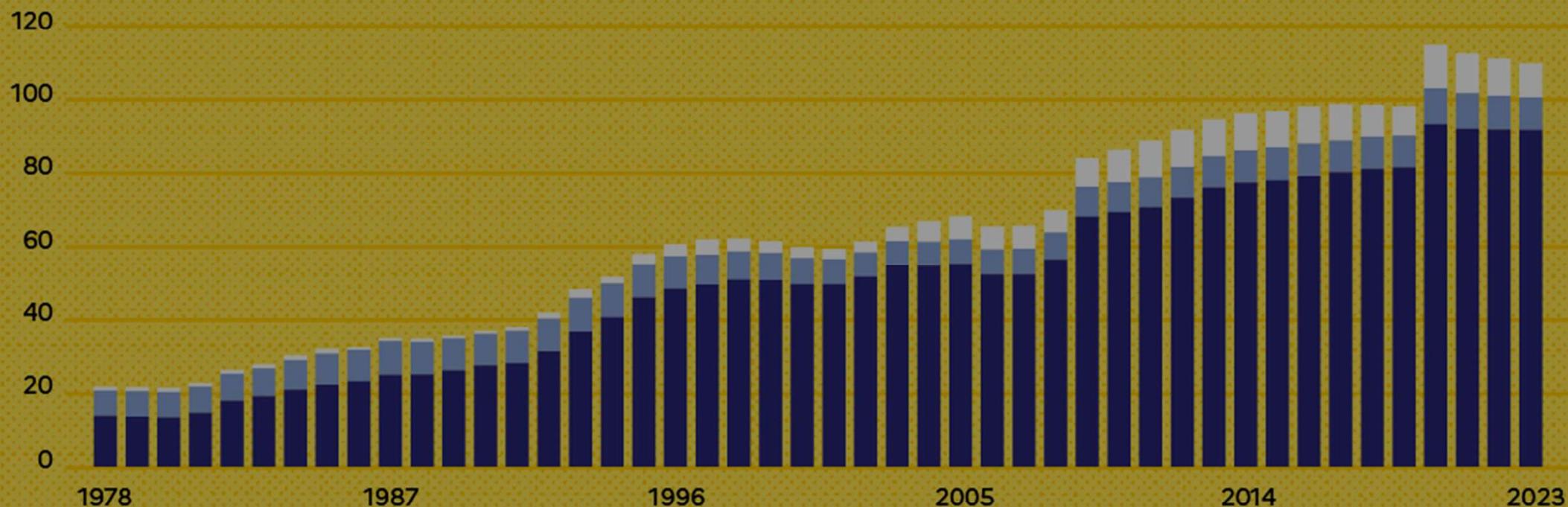
- A. La dette nationale, boussole de notre devenir**
- B. Imprévision et dégradation des ratios nationaux**
- C. Les marges de manœuvre en terme d'endettement**

A close-up photograph of a silver compass with a black face, resting on a map. The compass needle is pointing towards the top of the frame. The map shows red and black lines, likely representing latitude and longitude. The background is a soft, out-of-focus light color.

**A. La dette nationale, boussole de notre devenir**

## DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES AU SENS DE MAASTRICHT PAR SOUS-SECTEUR

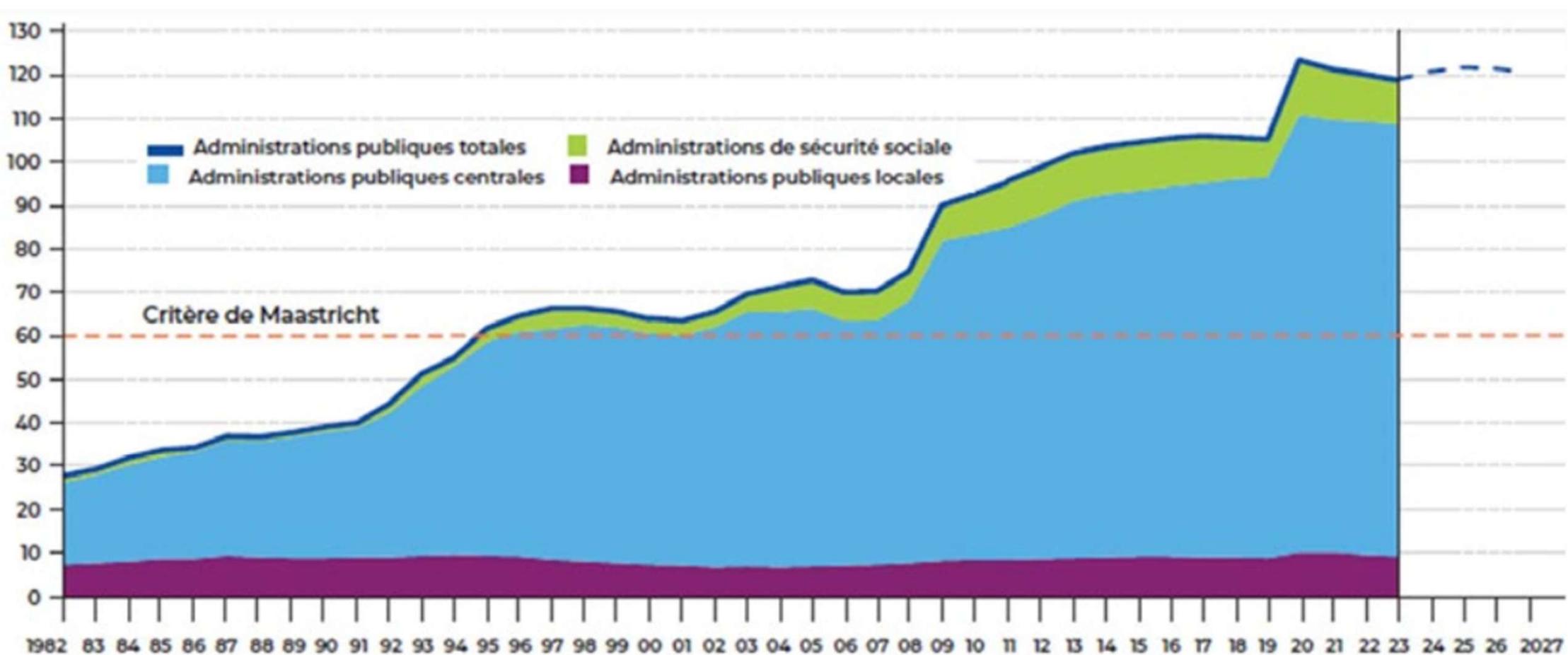
en % du PIB



- Administration publique centrale
- Administrations publiques locales
- Administrations de sécurité sociale

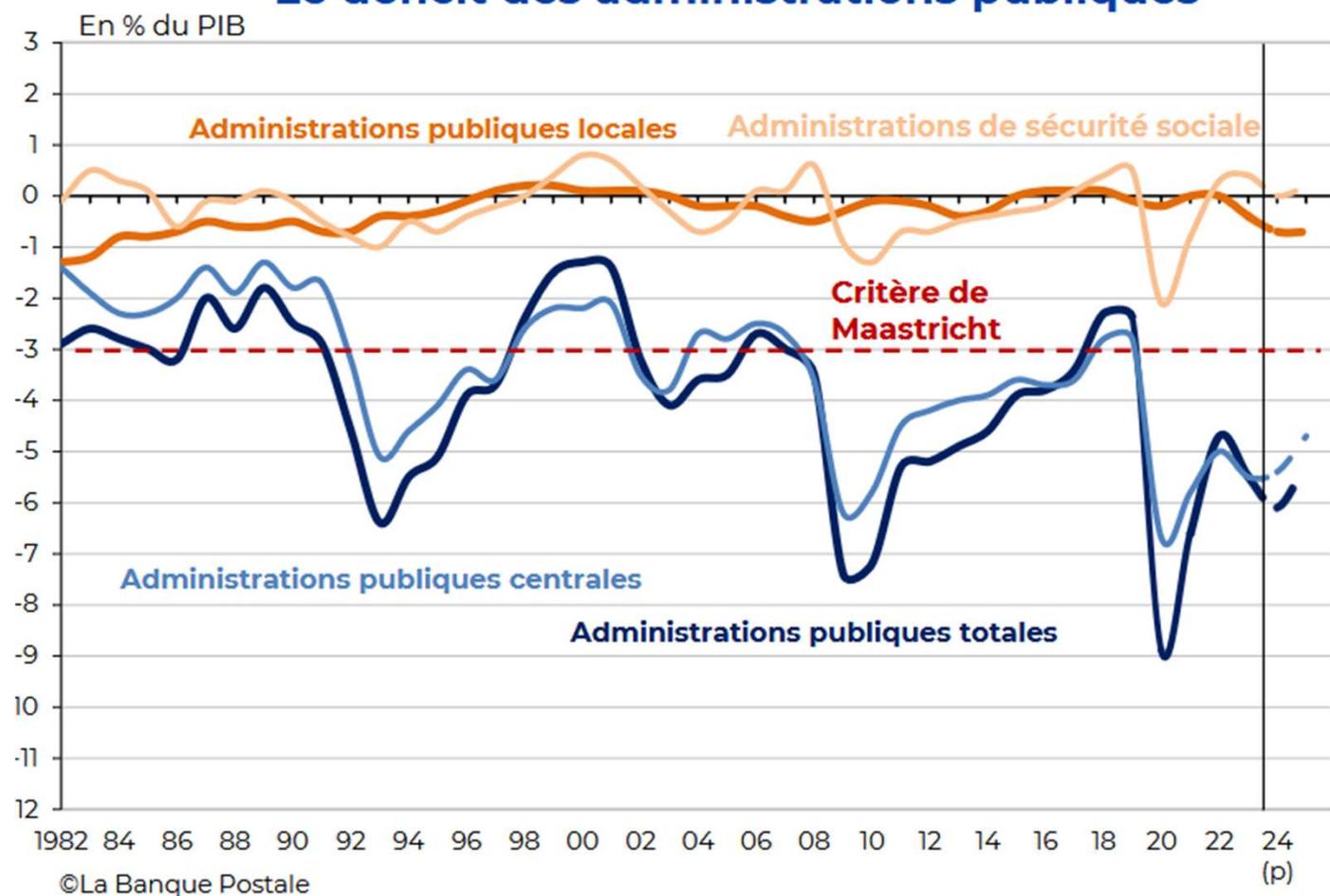
• **Un sujet connu dès les effets du choc pétrolier**

## La dette des administrations publiques



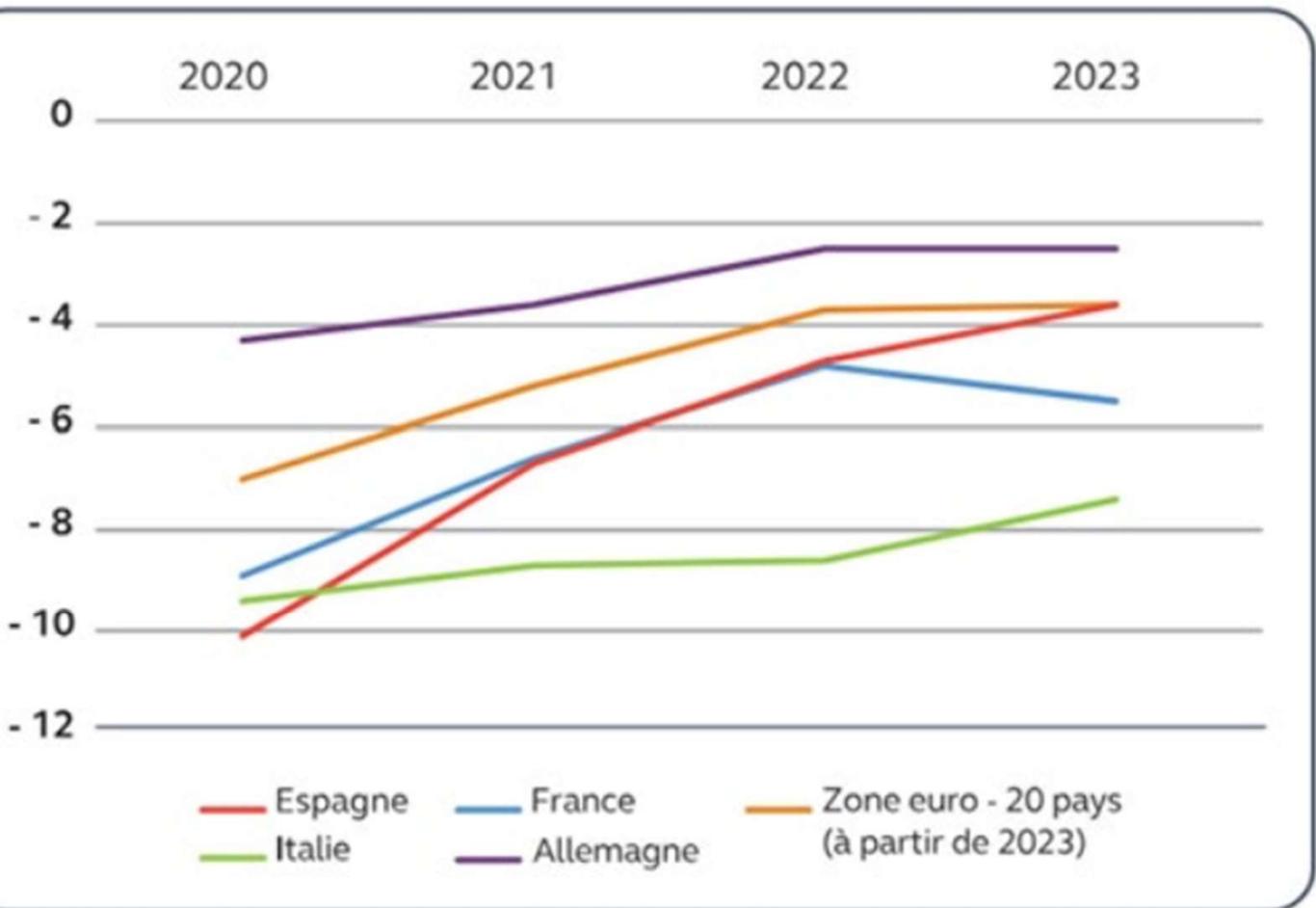
- Une dette nationale connue depuis les chocs pétroliers de 1974
- Une absence du respect des critères de Maastricht depuis 1995
- un poids prépondérant de la dette publique nationale
- une stabilité de la dette publique locale au regard de l'évolution de ses compétences avec la décentralisation

## Le déficit des administrations publiques



- Il est constaté un maintien du déficit des administrations publiques locales autour de 0 % du PIB.
- Certaines années sont excédentaires assurant ainsi une diminution en cumul de la dette publique nationale ou comment les collectivités participent au redressement via leur résultats positifs.

### Évolution du déficit public des quatre principales économies de la zone euro depuis 2020 (en points de PIB)



Une dégradation de la situation française par rapport aux pays européens de la zone euro qui améliorent leur déficit

Source : Eurostat

# Une trajectoire imposée aux CT... ... victimes collatérales de la situation nationale

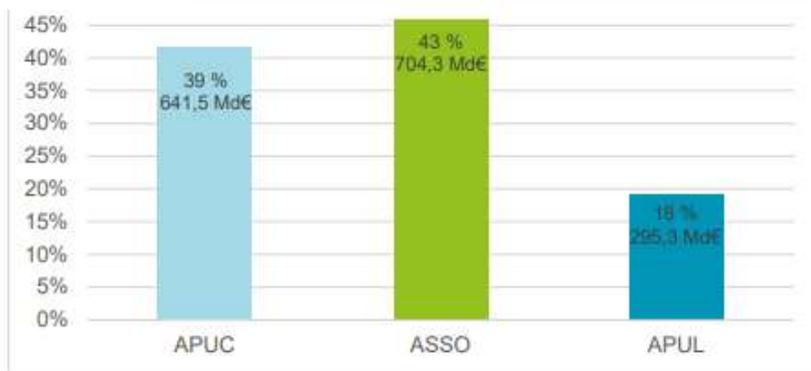


Figure 1 : Part de chaque sous-secteur dans la dépense des administrations publiques<sup>2</sup> en 2022

Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014

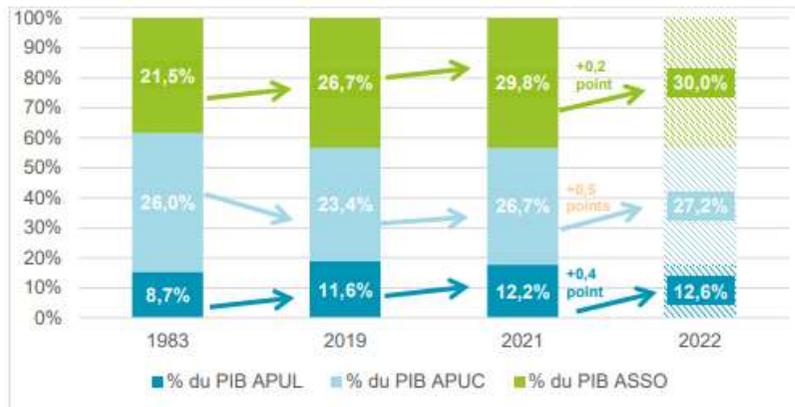


Figure 3 : Dépenses totales par sous-secteur rapportées au PIB en 1983, 2019, 2021 et 2022

Source : INSEE, Comptes nationaux - base 2014

## La structure des dépenses publiques

- une évolution des dépenses publiques qui permet de démontrer le maintien des dépenses des administrations publiques locales malgré la décentralisation et la croissance des transferts de compétences auprès des collectivités.

Figure 3 - Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

en milliards d'euros

Administration publique	2020	2021	2022	2023
État	-177,0	-144,1	-148,4	-155,7
Organismes divers d'administration centrale	22,1	-0,5	15,5	-1,5
Administrations publiques locales	-3,9	-0,9	-1,1	-9,9
Administrations de sécurité sociale	-48,3	-19,7	8,2	13,2
<b>Ensemble des administrations publiques</b>	<b>-207,1</b>	<b>-165,1</b>	<b>-125,8</b>	<b>-153,9</b>

ecture : En 2023, le déficit de l'État est de 155,7 milliards d'euros.

ource : Insee, comptes nationaux, base 2020.



Communauté de Communes

**Terrassonnais  
Haut Périgord Noir**

1. Le contexte économique et financier, impact pour les finances locales  
*Quels effets sur nos budgets ?*

A. La dette nationale, boussole de notre devenir

**B. Imprévision et dégradation des ratios nationaux**

C. Les marges de manœuvre en terme d'endettement

# Le budget de l'Etat : PLF 2024

**545** RECETTES TOTALES  
En Md€

**317** RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL  
En Md€

**228** RECETTES DES BUDGETS  
ANNEXES ET COMPTES  
SPÉCIAUX  
En Md€

**686** DÉPENSES TOTALES  
En Md€

**457** DÉPENSES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL  
En Md€

**229** DÉPENSES DES BUDGETS  
ANNEXES ET COMPTES  
SPÉCIAUX  
En Md€

**-141**

**SOLDE TOTAL**  
En Md€

Une prévision de déficit à 141 Md en début d'année 2024  
Une réalité ramenée à 156 Mds de déficit en fin d'année

**Point de chute au 31/12 :  
156 Mds d'€**

## Une absence de prévisions de la part de l'Etat

Une surestimation des recettes en début d'année 2024

**Perte de 24,4 Md€ réparties de la façon suivante :**

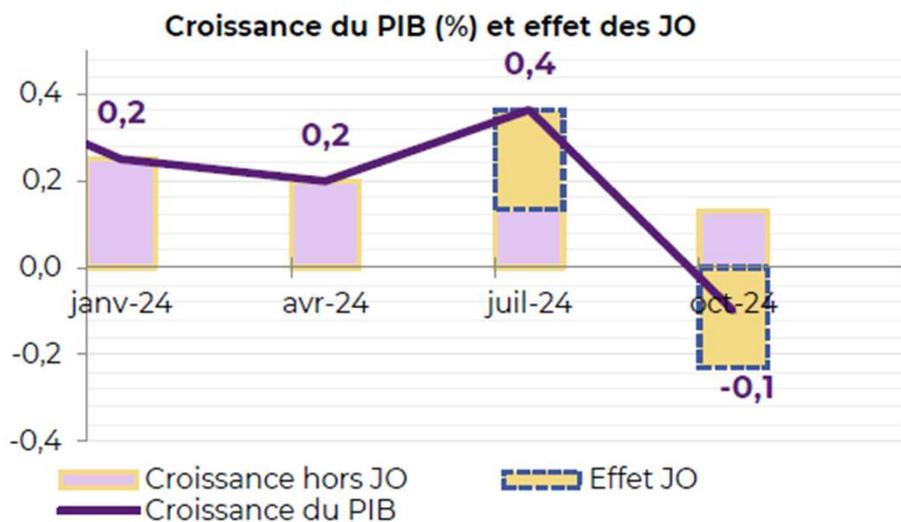
- ❖ 14,3 Md € sur le produit de l'impôt sur les sociétés.
- ❖ 5,3 Md € sur le produit de l'impôt sur le revenu
- ❖ 4,8 Md € sur le produit de la TVA revenant à l'Etat :

la croissance 2024 a en effet essentiellement été portée par le commerce extérieur, les exportations étant exonérées de TVA, et non par la consommation intérieure.

***Une faible croissance portée par les exportations : quel devenir demain?***

**Effets du protectionnisme des Etats- Unis ?**

**Projet de budget 2025 de l'Etat construit sur une prévision de croissance mise à mal?**



# La charge de la dette, vers le premier budget de l'Etat, sans évoquer le capital

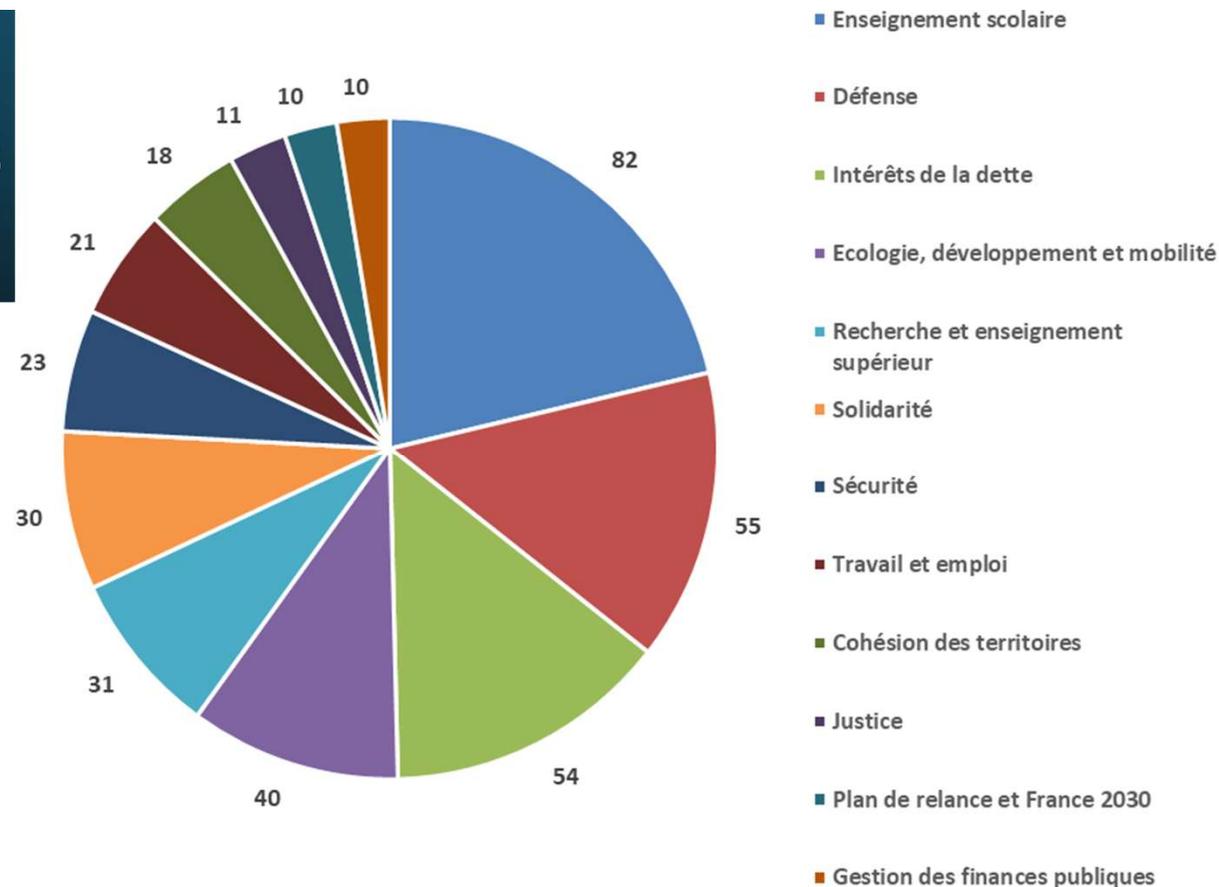
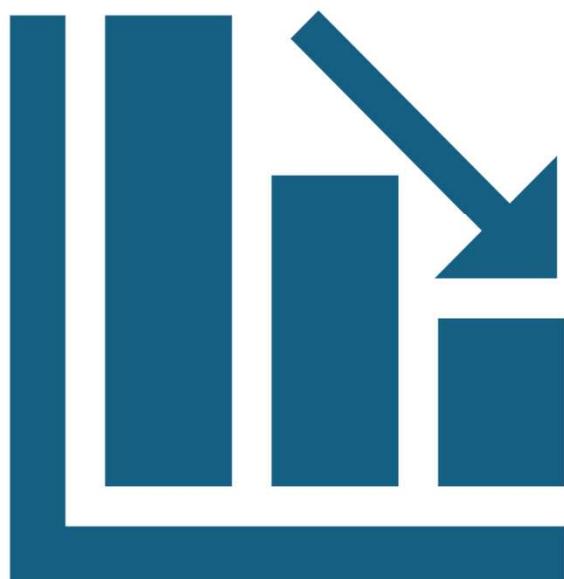


Tableau 5 : Évolution de la charge de la dette de l'État sur longue période

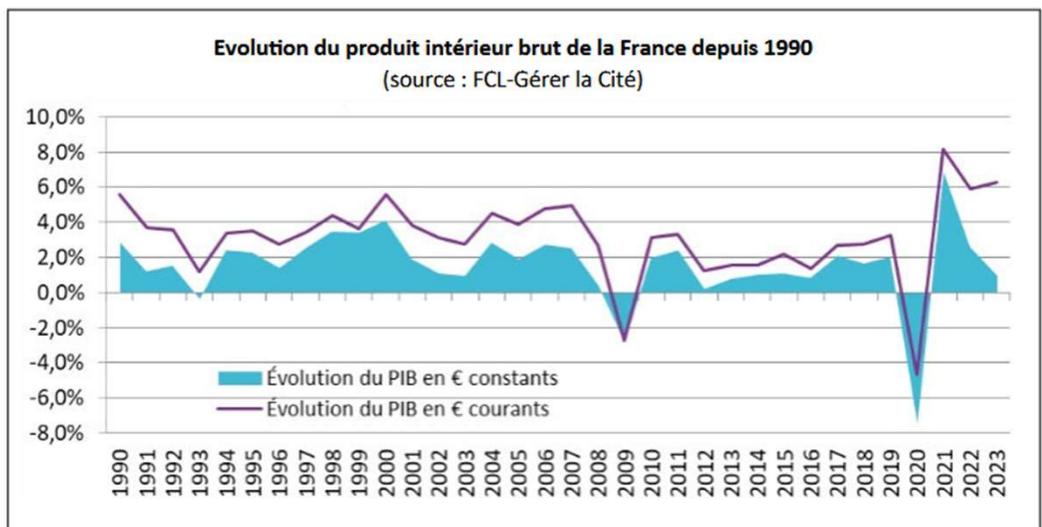
En milliards d'euros	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Charge de la dette de l'Etat (comptabilité générale)	35,2	30,6	25,6	31,4	46,3	39,0	45,8	54,4	65,1	75,3



## **B. Dégradation des ratios nationaux**

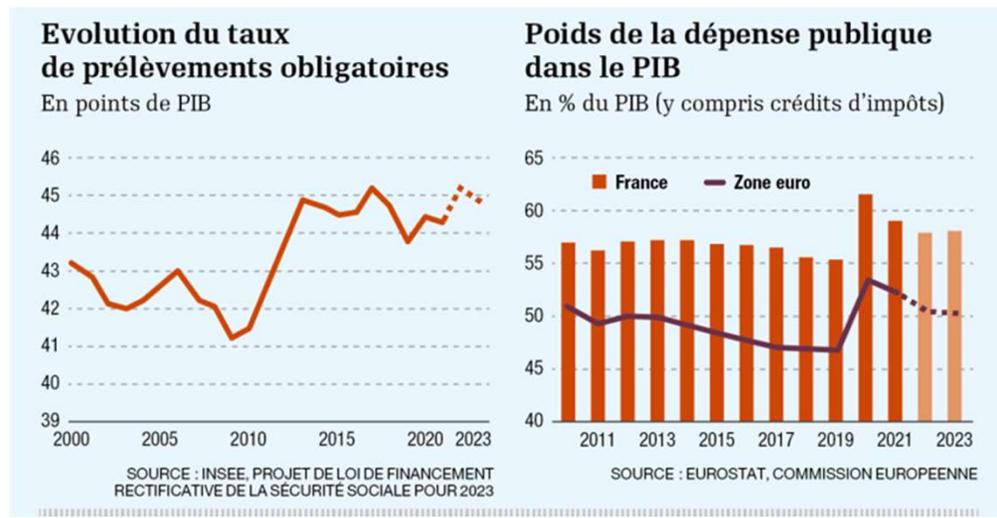
# Quelle croissance ?

Une croissance limitée, limitant le facteur recettes du budget de l'Etat...



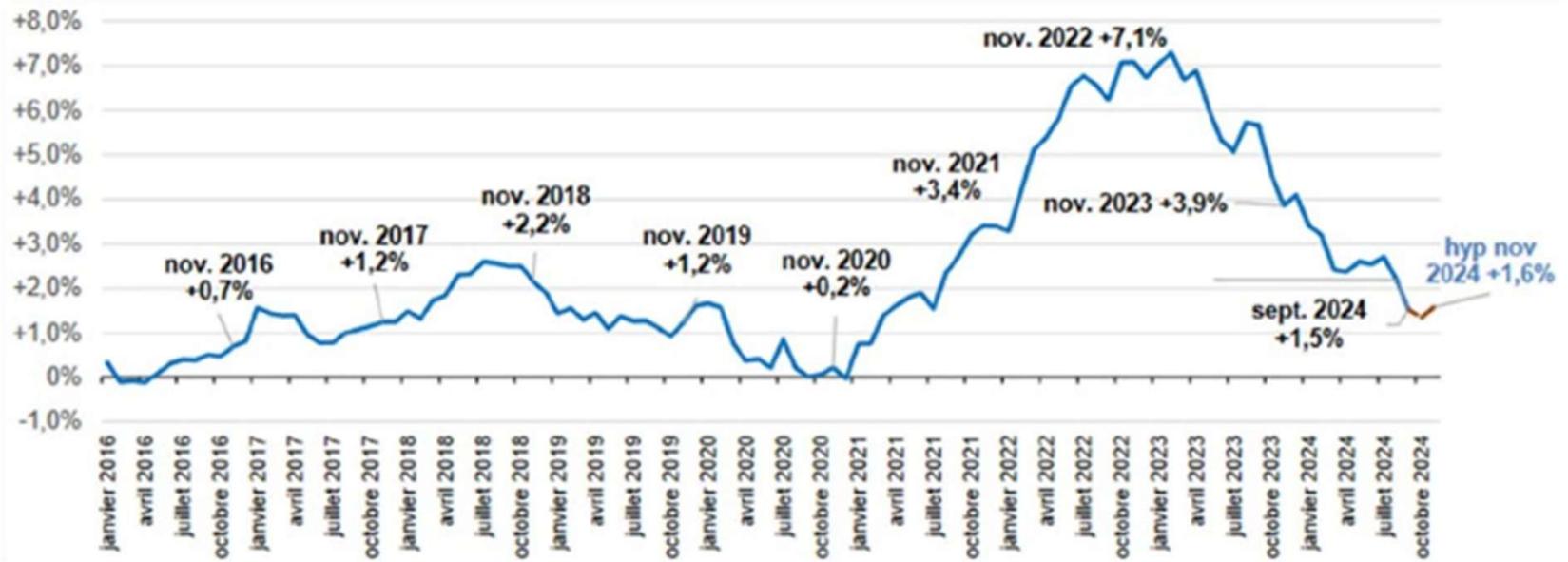
... Accélérée par une baisse de confiance des ménages et une position attentiste des acteurs....

... Accélérée par une baisse de l'investissement public, premier levier dans le PIB,



### Evolution de l'inflation<sup>3</sup> en France depuis 2016

(source : FCL-Gérer la Cité)





Communauté de Communes

**Terrassonnais  
Haut Périgord Noir**

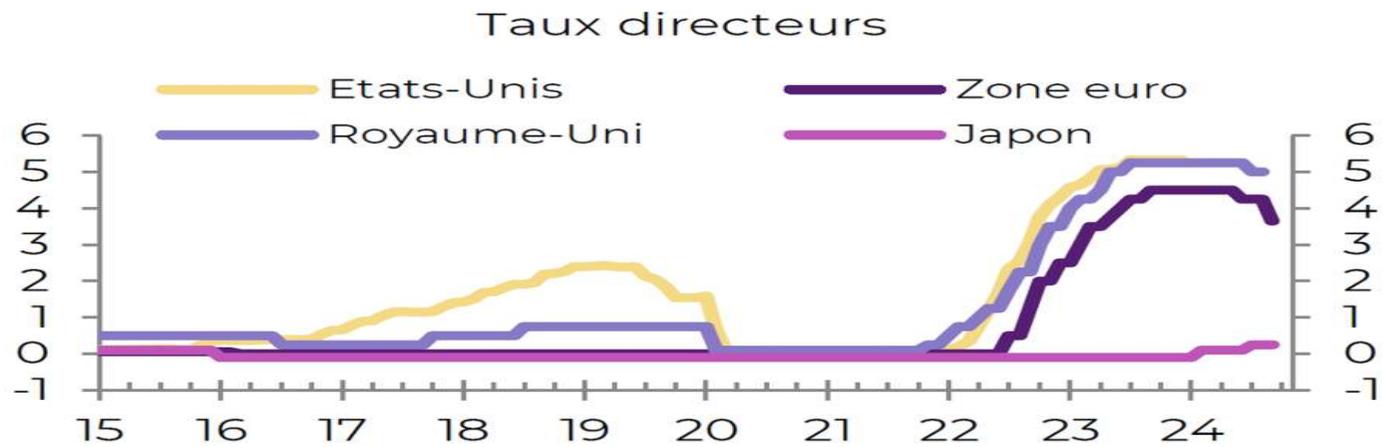
1. Le contexte économique et financier, impact pour les finances locales  
*Quels effets sur nos budgets ?*

A. La dette nationale, boussole de notre devenir

B. Imprévision et dégradation des ratios nationaux

**C. Les marges de manœuvre en terme d'endettement**

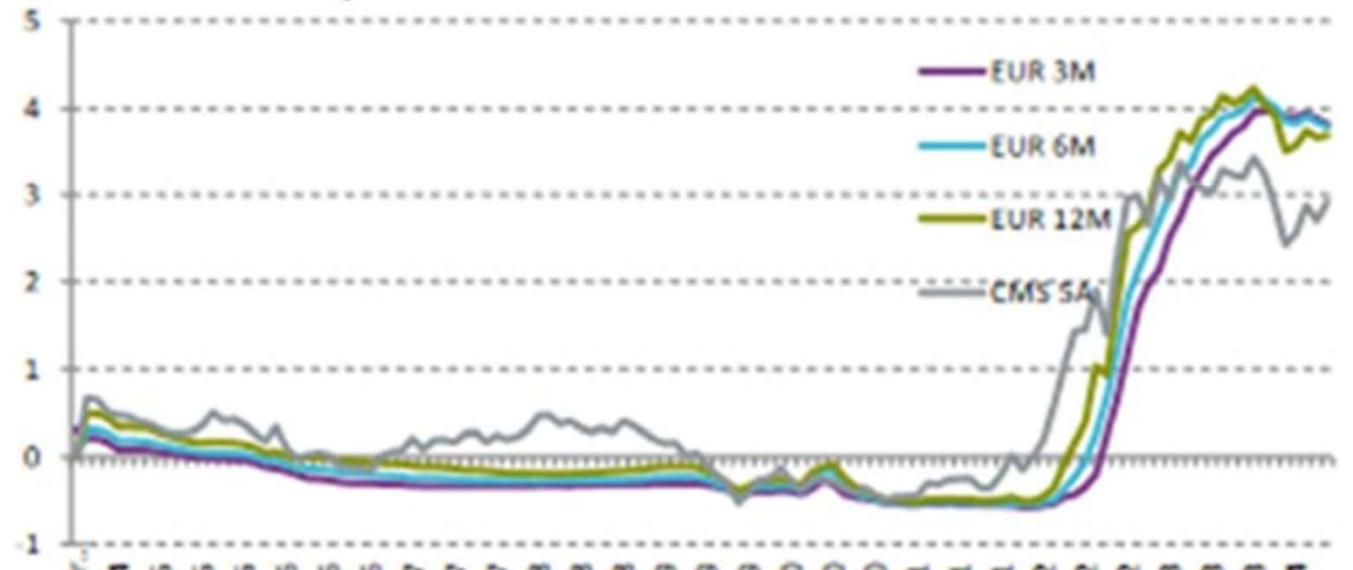
Taux directeurs des banques centrales



Evolution des taux de référence à 10 ans  
(source : FCL-Gérer la Cité)

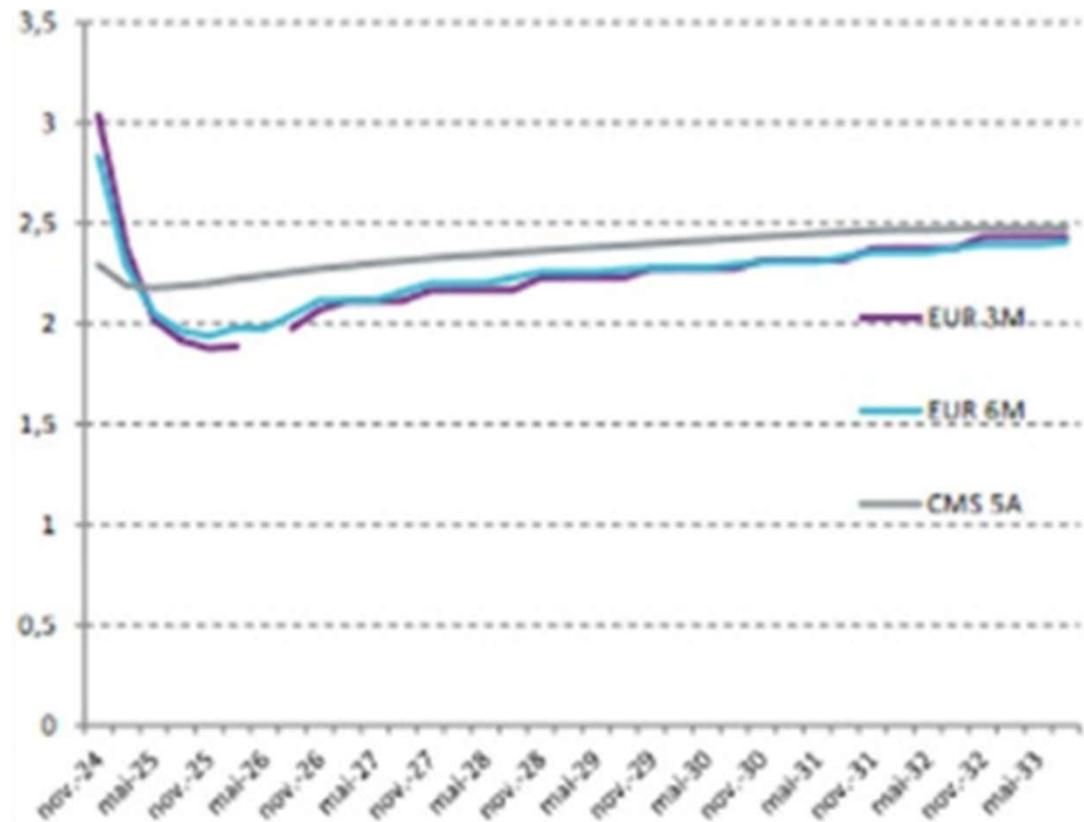
Une liaison existe entre l'évolution du taux directeur des banques centrales et les taux du marché

Evolution historique sur 10 ans



## Anticipations de marché en novembre 2024

La baisse des taux directeurs sur le premier semestre 2025 laisse présager une tendance favorable sur une courte période en matière de taux et de possibilités d'endettement avant une possible évolution à la hausse.



# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

L'évolution structurelle des finances locales est marquée par 2 phénomènes :

A. Vers une disparition de la fiscalité locale? ou sa substitution par une fiscalité compensatoire

Une péréquation horizontale des collectivités de plus en plus marquée

➔ B. Des effets à moyen terme sur la structure de nos finances

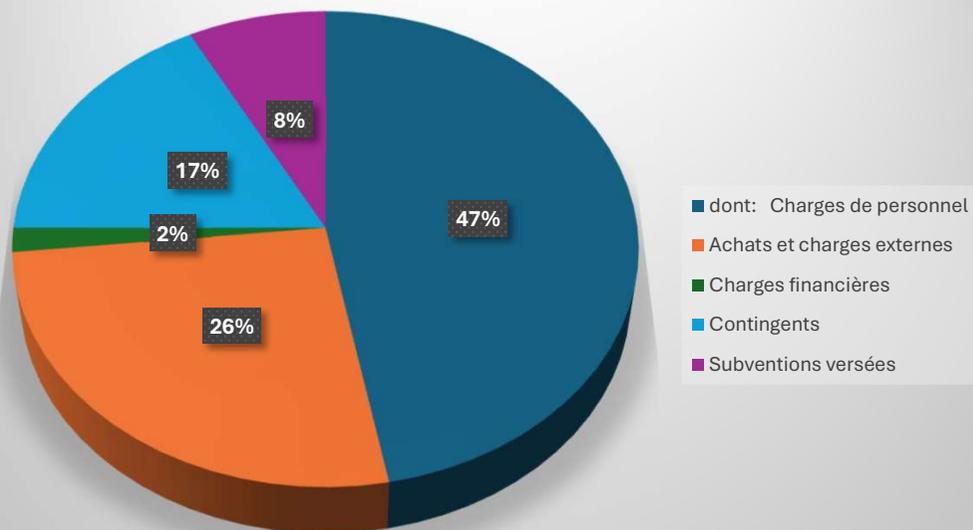


Focus sur notre  
« bloc communal » de ces effets

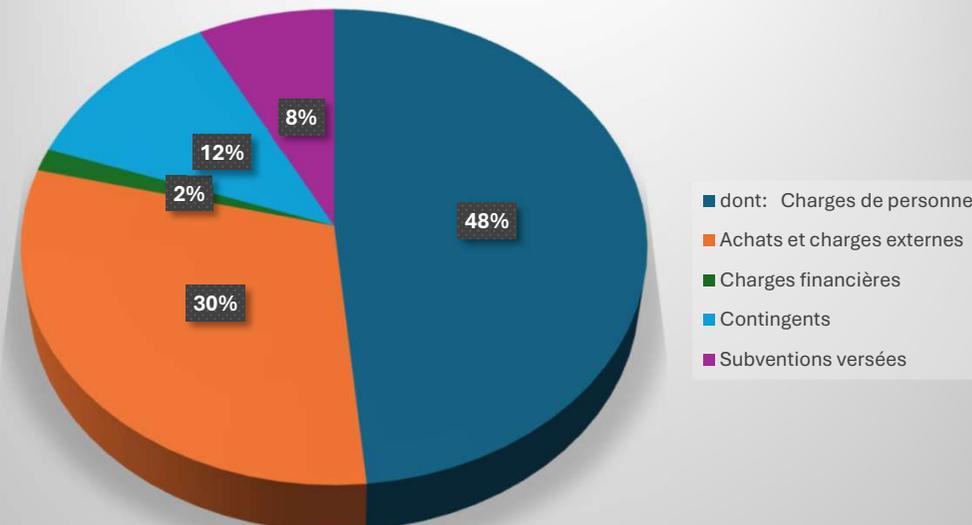
*Cumul des budgets communaux et intercommunal*

# Evolution des charges sur notre périmètre

## Charges de fonctionnement 2020



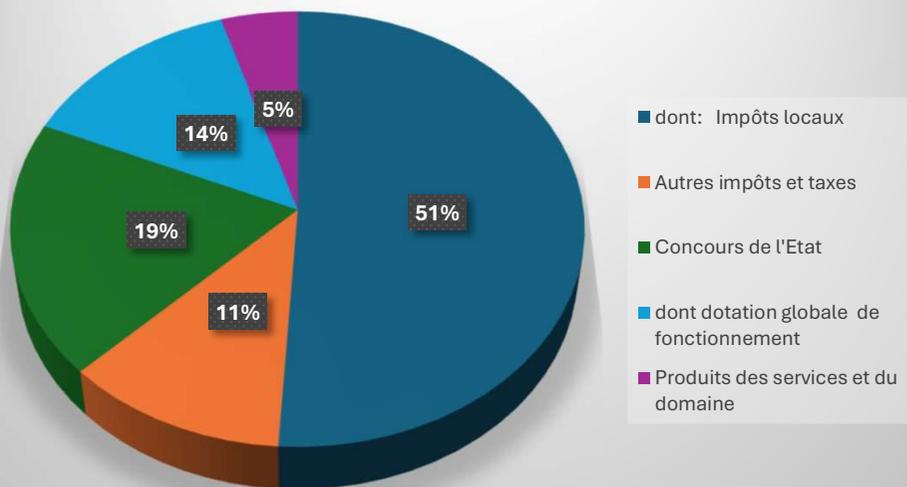
## Charges de fonctionnement 2023



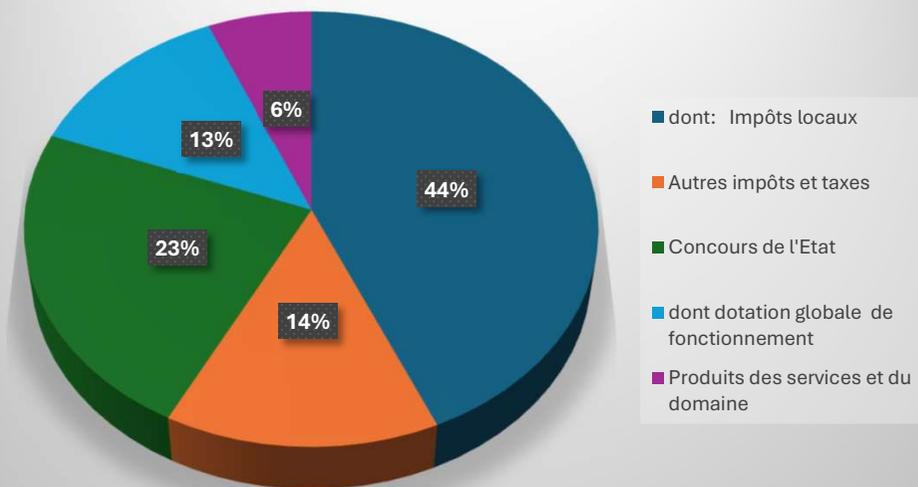
	2020	2023
<b>Charges de fonctionnement CAF</b>	<b>25 631 624,00 €</b>	<b>28 969 167,00 €</b>
dont: Charges de personnel	11 059 440,00 €	12 855 259,00 €
Achats et charges externes	6 195 778,00 €	8 056 799,00 €
Charges financières	383 995,00 €	405 537,00 €
Contingents	4 052 163,00 €	3 157 257,00 €
Subventions versées	1 827 696,00 €	2 041 347,00 €

# Evolution des ressources sur notre périmètre

## Recettes de fonctionnement 2020



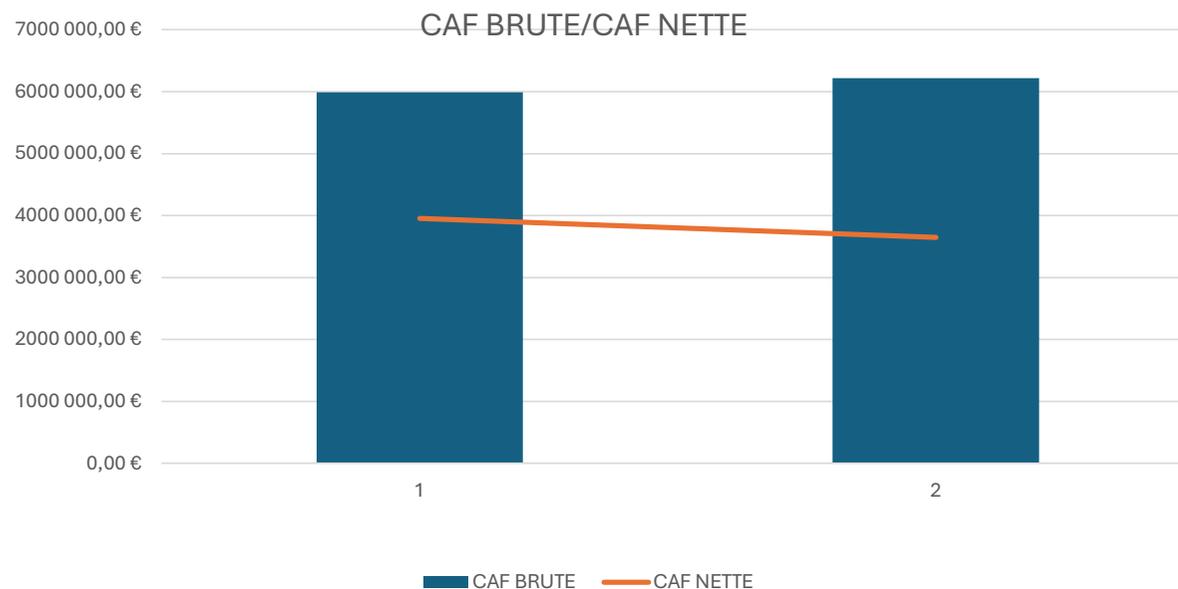
## Recettes de fonctionnement 2023



Produits de fonctionnement CAF	31 623 215,00 €	35 190 002,00 €
dont: Impôts locaux	17 349 337,00 €	16 332 564,00 €
Autres impôts et taxes	3 950 329,00 €	5 365 249,00 €
Concours de l'Etat	6 457 854,00 €	8 697 815,00 €
dont dotation globale de fonctionnement	4 667 001,00 €	4 857 449,00 €
Produits des services et du domaine	1 600 048,00 €	2 395 758,00 €

# Focus sur notre « bloc communal »- La dette cumulée

	2020	2023
Dettes au 31/12	15 295 677,00 €	16 916 305,00 €
Capital annuel	2 415 290,00 €	2 945 527,00 €
CAF BRUTE	5 991 591,00 €	6 220 835,00 €
CAF NETTE	3 950 835,00 €	3 645 849,00 €



Dépenses d'équipement

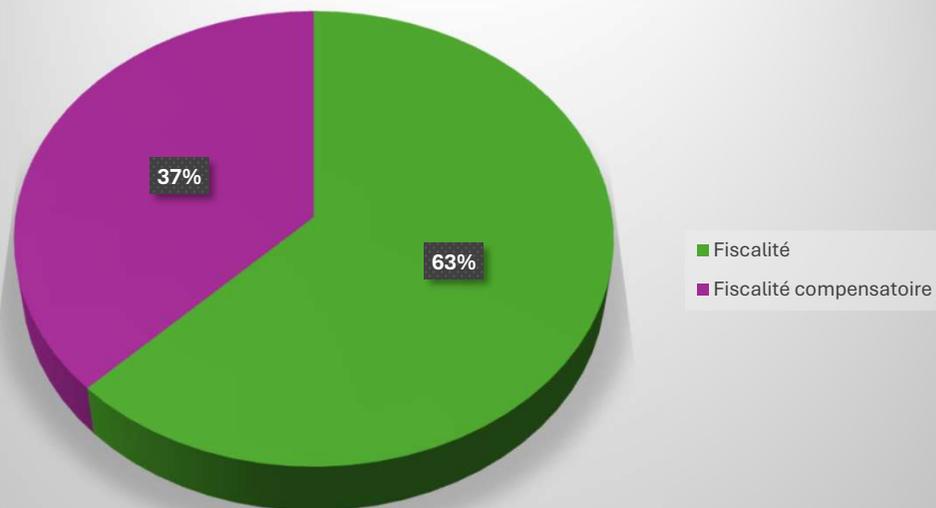
7 271 083,00 €

12 345 881,00 €

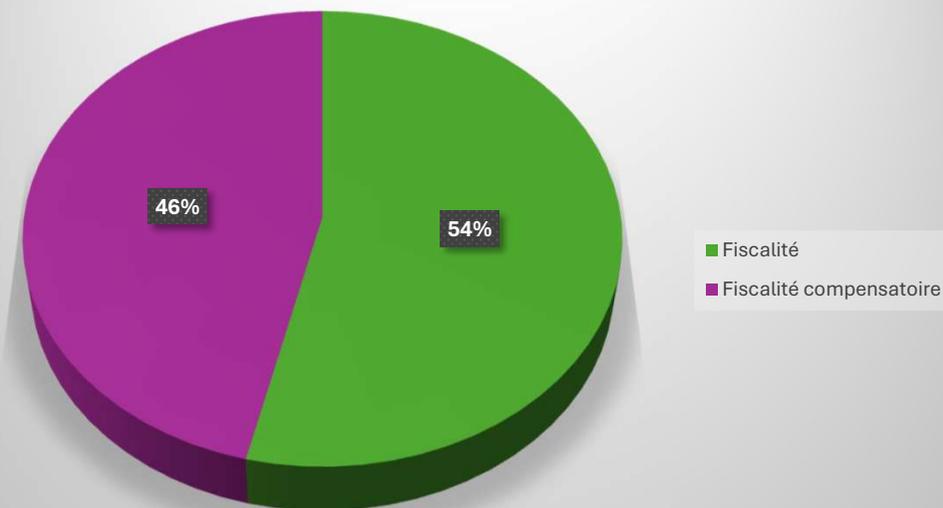
**Une CAF brute qui s'améliore au service d'une dette maîtrisée au regard du volume des dépenses équipements entre les 2 exercices**

# A. D'une fiscalité locale à une fiscalité compensatoire

2020



2023



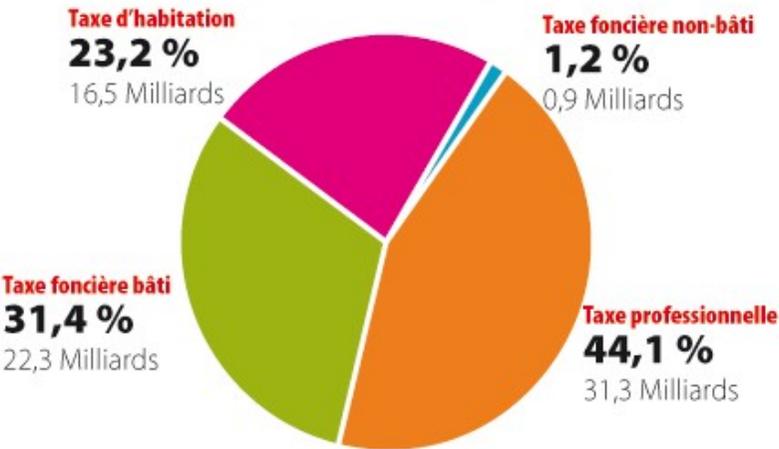
	2020	
Fiscalité	17 349 337 €	63%
Fiscalité compensatoire	10 408 183 €	37%
TOTAL	27 757 520 €	

	2023	
Fiscalité	16 332 564 €	54%
Fiscalité compensatoire	14 063 064 €	46%
TOTAL	30 395 628 €	

# La constitution de la Ve République Vers une remise en cause de l'art 72.2

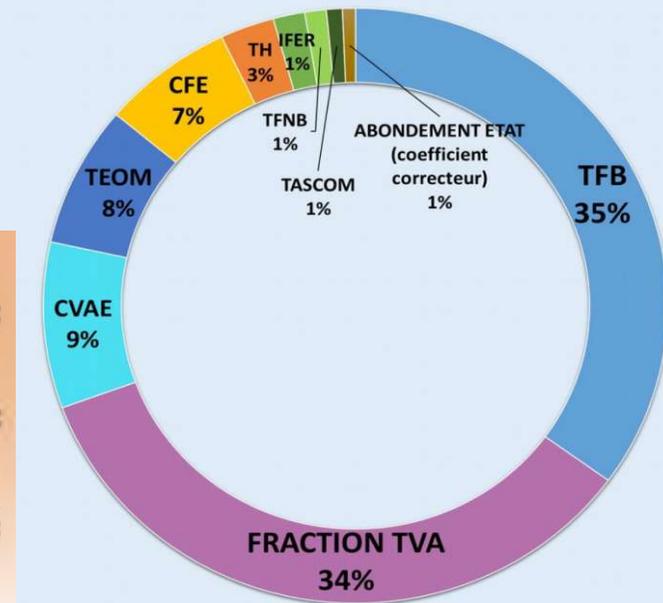
Répartition des taxes dans le produit voté de fiscalité directe locale en 2009

Source : Direction générale des collectivités locales



TFNB, TAFNB : taxe sur le foncier bâti, non bâti; TH : taxe d'habitation; TAFNB : taxe additionnelle sur le foncier non bâti; CVAE : contribution sur la valeur ajoutée des entreprises; CFE : contribution foncière des entreprises; Ifer : impôt sur les bénéfices des entreprises et des réseaux; Tascom : taxe sur les services communaux.

Répartition par taxe toutes collectivités en 2022



# Vers la fin de la notion de contribuable local? (art 72.2 de la constitution mis à mal)

**Disparition de la fiscalité locale**

**Bloc communal**

- Exonération de bases CFE
- Perte de la TH
- Perte de la CVAE

- Et par le passé
- La part salaire de la TP
  - DCRTP
  - ...



**Quelle fiscalité compensatoire ?**

**Compensation**

**TVA**

**TVA**

**Dotation de compensation**

**Dotation**

**Evolution**



# Vers la fin de la notion de contribuable local? (art 72.2 de la constitution mis à mal)

## 1. Une perte du lien collectivité / administrés et entreprises du territoire

Suppression bases entreprises de CFE : – 4 000 000 de bases en bases 2021 et ses effets sur le long terme à double effet :

- Une perte de produit fiscal,
- Une assise de bases à la baisse

CFE	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	total différer
<b>Bases</b>	<b>11 905 000</b>	<b>12 056 000</b>	<b>8 357 000</b>	<b>8 580 000</b>	<b>8 813 000</b>	<b>11 269 000</b>		
Bases exonérées par la loi	195 687	238 358	4 065 318	4 188 809	4 313 851	4 925 240		
Compensation	39 613 €	44 584 €	973 803 €	993 654 €	1 013 561 €	1 135 879 €		
Produit réel	49 137 €	59 852 €	1 020 801 €	1 051 810 €	1 083 208 €	1 236 728 €		<b>275 650 €</b>
	81%	74%	95%	94%	94%	92%		
perte de bases			24 112	410 724	886 849	521 730	236 290	
Nouvelle base année N			12 080 112	12 490 836	13 377 685	13 899 415	14 135 705	

## 2. L'exemple de la TH La perte d'évolution

Description du calendrier de la réforme pour les collectivités



Taxe d'habitation	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	total
<b>Coefficient de revalorisation</b>	<b>2,2</b>	<b>1,2</b>	<b>0,2</b>	<b>3,4</b>	<b>7,1</b>	<b>3,9</b>	<b>1,7</b>	
Bases- POINT DE DEPART	26 153 732							
Perte de base annuelle		313 845	52 935	901 697	1 946 977	1 145 398	518 748	
Nouvelle base année N	26 153 732	26 467 577	26 520 512	27 422 209	29 369 186	30 514 584	31 033 332	
<b>Produit fiscal concerné</b>		<b>7 500,89 €</b>	<b>1 265,15 €</b>	<b>21 550,57 €</b>	<b>46 532,75 €</b>	<b>27 375,02 €</b>	<b>12 398,08 €</b>	<b>116 622,45</b>

### 3. Suppression de la CVAE : Modalités de compensation

#### Base de compensation

Moyenne 2020-2021-2022 + ce que la collectivité aurait dû percevoir en 2023, en intégrant la hausse de la TVA 2023 (pas d'année « blanche »)

#### Ressource de compensation

Octroi d'une fraction de TVA nationale

#### Modalité de répartition

Territorialisée\* pour le bloc communal, uniforme pour les départements.

*La loi de finances prévoit de « territorialiser » la dynamique de compensation, pour ne pas « léser » les territoires les plus attractifs. Les critères de répartition seront précisés par décret en cours d'année. • Pistes envisagées : évolution des bases de CFE, évolution des effectifs,...etc.*

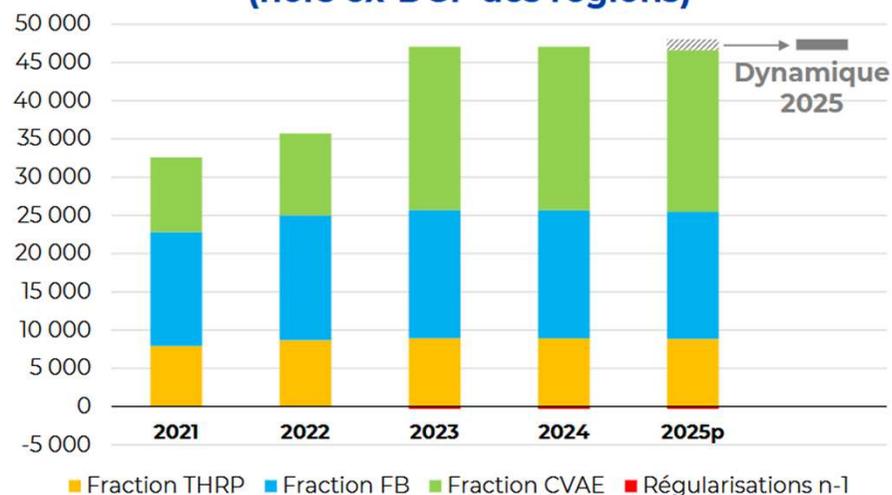
#### Impact = interco

Produits	2019	2020	2021	2022		2023		DELTA
CVAE	976 138,00 €	773 143,00 €	1 056 320,00 €	775 864,00 €		868 442,33 €		92 578,33 €

# Une baisse des dépenses de l'Etat au détriment des collectivités

→ Pas de dynamique fiscale pour les collectivités sur la TVA en 2025, pourtant fiscalité compensatoire

Évolution des fractions de TVA en M€  
(hors ex-DGF des régions)

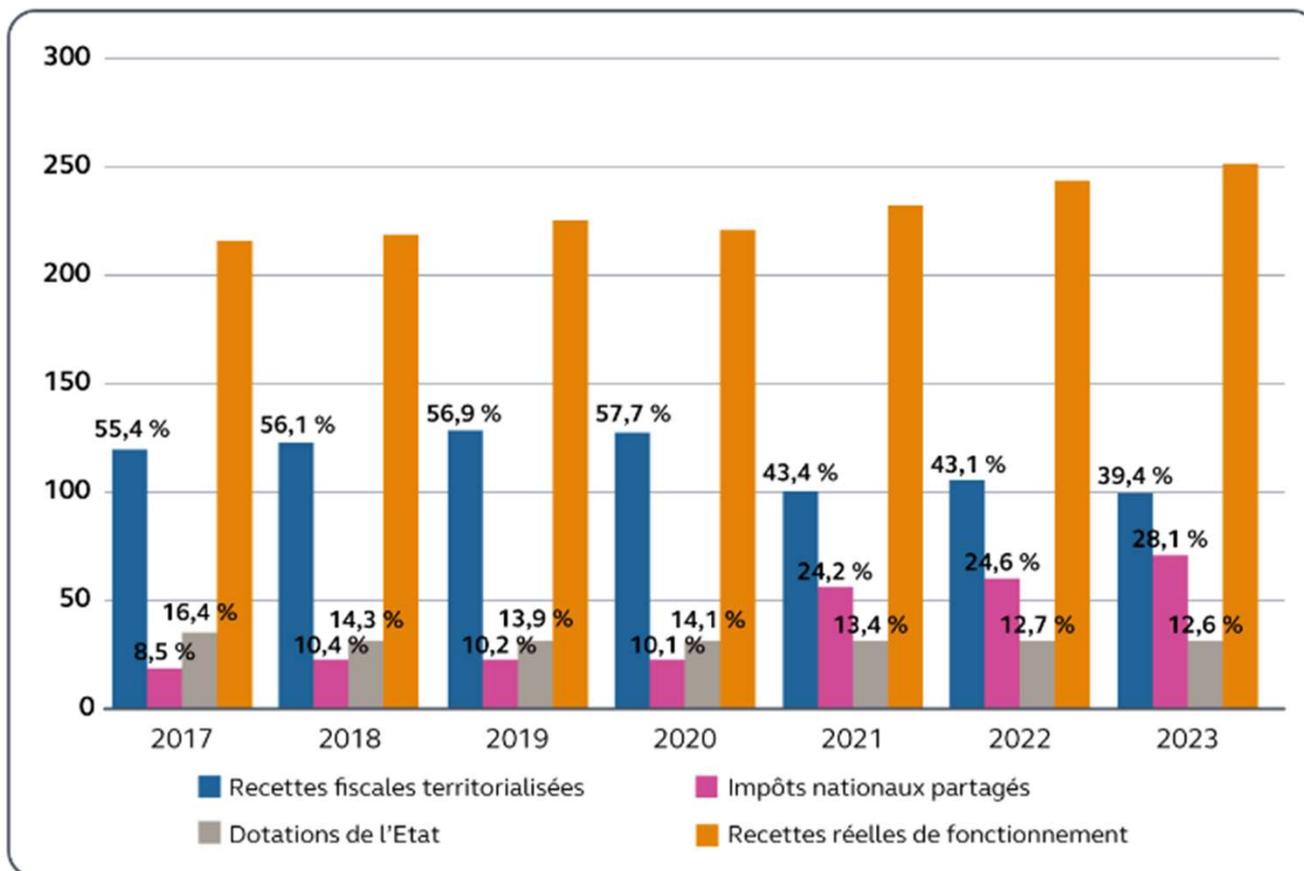


→ Pas de dynamique fiscale pour les collectivités sur la TVA en 2025, pourtant fiscalité compensatoire

Fractions de TVA (M€)	2023
Suppression de la DGF des régions	5 113
Suppression de la taxe d'habitation	25 453
Suppression de la CVAE	21 269
Fonds de sauvegarde des départements	250
Total	52 085

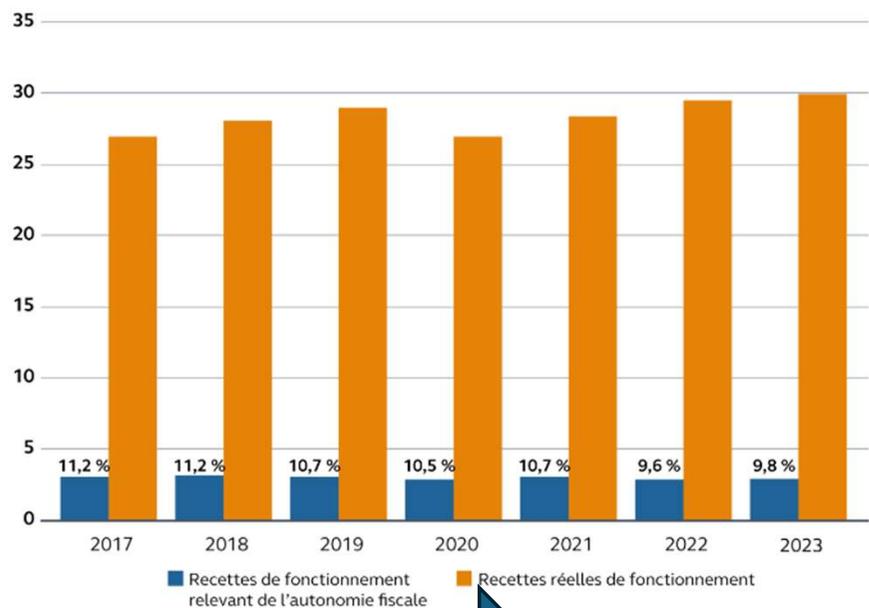
## Une autonomie fiscale mise à mal et iniquité entre collectivités

**Graphique n° 18 : montants et parts respectifs des impôts locaux territorialisés (compensations d'exonérations et dégrèvements compris), des impôts nationaux et des dotations de l'État (hors compensations d'exonérations) dans les recettes de fonctionnement des collectivités (en Md€ et en %, 2017-2023)**

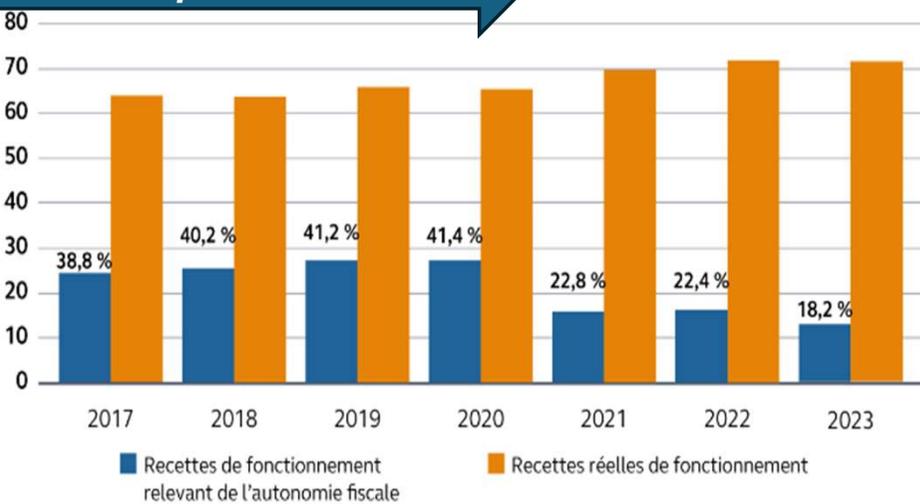


Source : Cour des comptes, d'après des données de la DGFIP

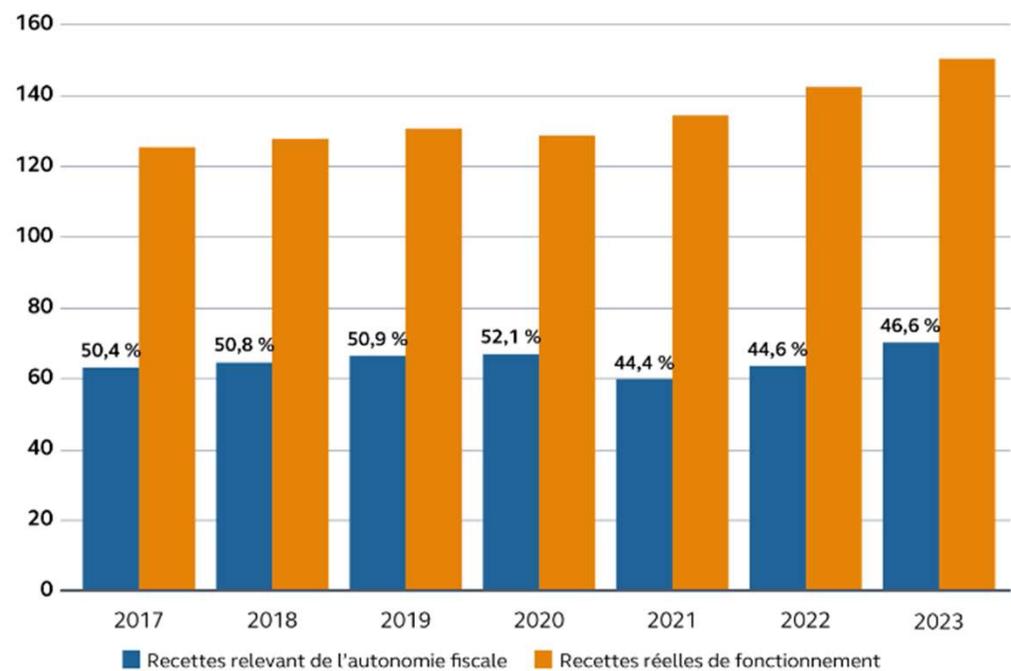
## Région



## Département



## Bloc communal



## B. Effet à moyen terme sur la structure de nos finances

Les lois de finances pour 2021 et 2022 ont prévu l'intégration progressive, dans le calcul des indicateurs financiers, des conséquences des réformes fiscales (suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, réduction des bases des locaux industriels) de la prise en compte de nouvelles ressources pour le calcul du potentiel fiscal, et au contraire de la réduction des recettes prises en compte pour le calcul de l'effort fiscal) via la création de fractions de correction.

Ces fractions devaient être prises en compte à hauteur de :

- 90 % en 2023,
- 80 % en 2024,
- 60 % en 2025,
- 40 % en 2026,
- 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028.

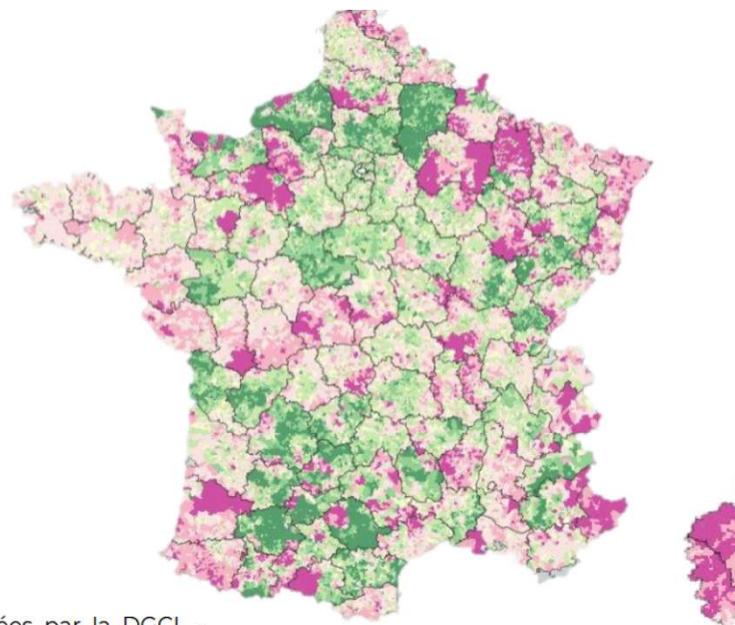
Si ces taux ont bien été appliqués pour le calcul du potentiel fiscal et financier des communes et ensembles intercommunaux comme de l'effort fiscal de ces derniers, ils ont été modifiés pour l'effort fiscal des communes : les fractions de correction ont été prises en compte à hauteur

- de 100 % en 2023
- et de 90 % en 2024

Elles devraient l'être à hauteur de 60 % en 2025, 40 % en 2026, 20 % en 2027, avec prise en compte intégrale du nouveau mode de calcul en 2028

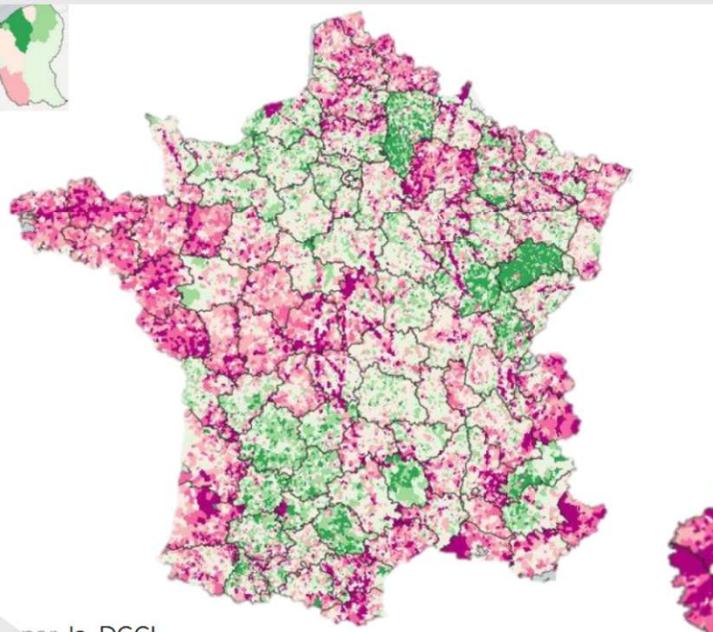
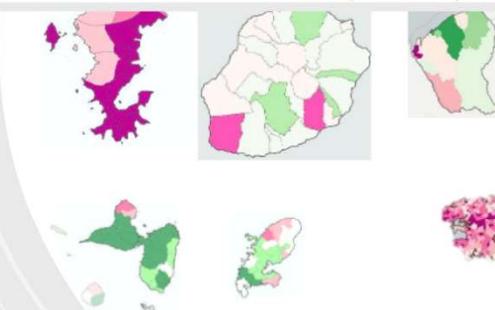
Pour mémoire ces indicateurs rentrent dans le calcul des dotations de type DGF et DSR, L'évolution des indicateurs conduit à terme à une évolution des dotations

Carte réalisée avec GEOPTIS  
Source : données DGF 2024 publiées par la DGCL –



### Évolution du rapport de l'EF/hab. à la moyenne de la strate démographique

Nombre : 34941 Moy. : -0,7%  
Min : -941,8% Max : 462,2%



### Évolution du rapport du PFi/hab. à la moyenne de la strate démographique

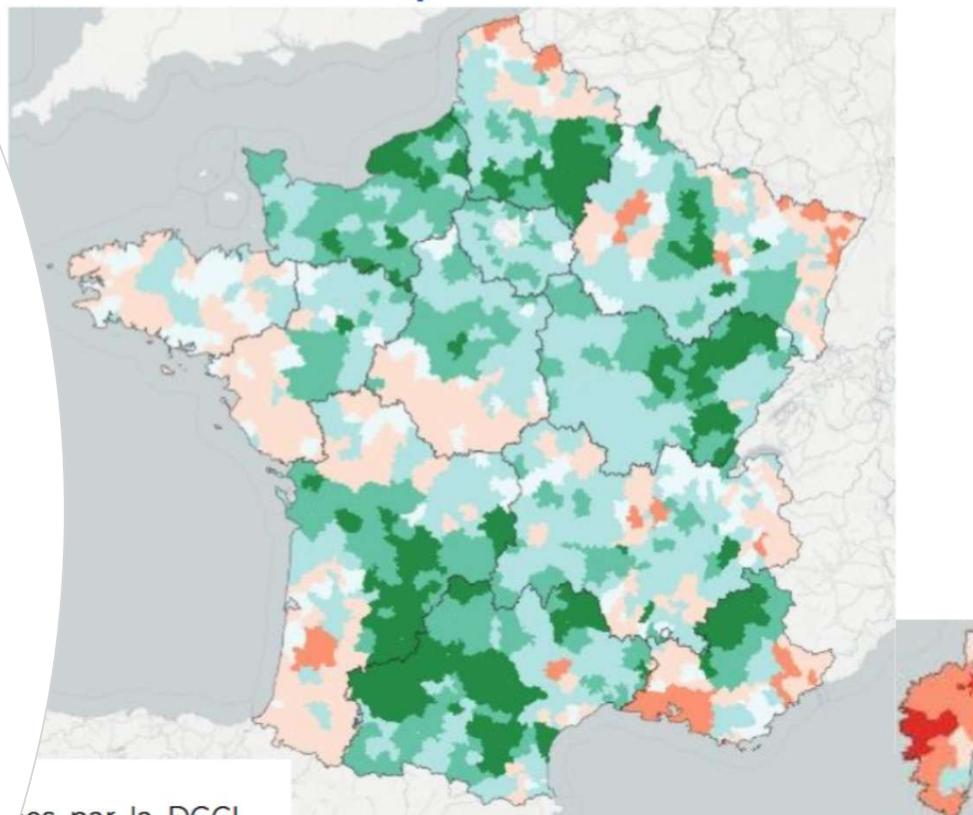
Nombre : 34941 Moy. : 1,5%  
Min : -56% Max : 366%



## Suppression de la fraction de correction de l'effort fiscal agrégé (EFA) Effets à terme pour les ensembles intercommunaux

Un EFA de notre  
périmètre interco à la  
hausse

- Impact sur le FPIC dans la redistribution à l'ensemble intercommunal



Évolution du rapport de  
l'EFA/hab. à la moyenne

Nombre : 1249 Moy. : 7,0  
Min : -23,8% Max : 10,0



es par la DGCL -

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

La loi de finances 2025

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

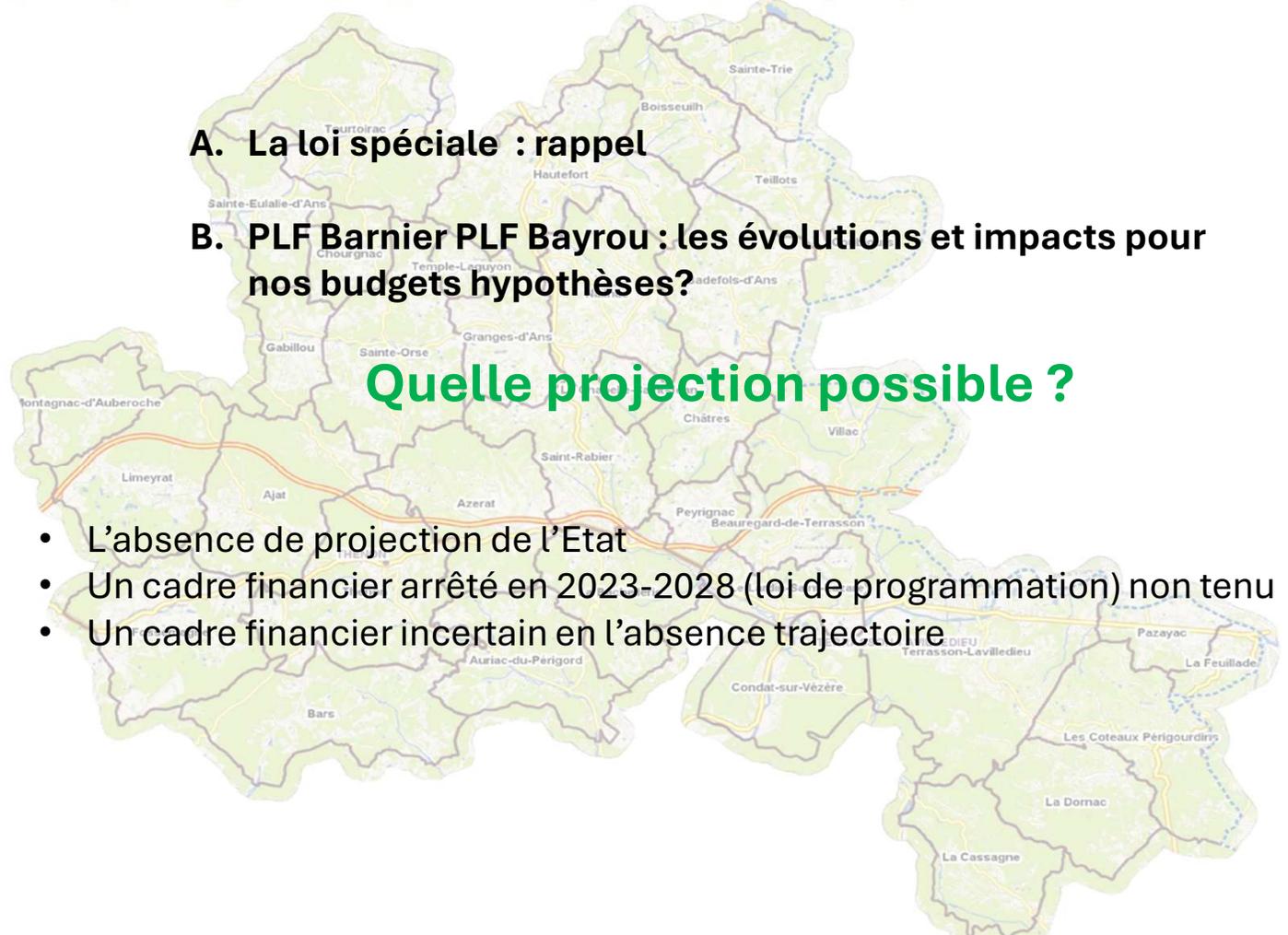
# Comment construire nos budgets avec la loi de finances ?

**A. La loi spéciale : rappel**

**B. PLF Barnier PLF Bayrou : les évolutions et impacts pour nos budgets hypothèses?**

**Quelle projection possible ?**

- L'absence de projection de l'Etat
- Un cadre financier arrêté en 2023-2028 (loi de programmation) non tenu
- Un cadre financier incertain en l'absence trajectoire





Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
Haut Périgord Noir

# A. La loi spéciale

*LOI n° 2024-1188 du 20 décembre 2024 spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances*

**Article 1<sup>er</sup>  
Levée d'impôts et  
ressources**

**Article 2 :  
Prélèvement sur recettes de l'Etat  
des dotations identiques à 2024  
45 Mds**

**Article 3 :  
procéder, en 2025, à des  
emprunts à long, moyen  
et court termes libellés  
en euros**

**Article 4 :  
Organismes sécurité sociale et  
caisses de retraites : couverture  
besoins de trésorerie et court  
termes libellés en euros**



Communauté de Communes  
Terrassonnais  
Haut Périgord Noir

## B. PLF Barnier et PLF Bayrou, quelle construction?

***Un cadre déjà existant***



Communauté de Communes  
Terrassonnais  
Haut Périgord Noir

# Une trajectoire imposée aux collectivités dès 2023

## Loi de programmation des finances publiques : Trajectoire de la dépense publique locale

- **Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (inflation – 0,5 point) :**

En %	2023	2024	2025	2026	2027
En valeur	4,8	2,0	1,5	1,3	1,3

Source : Loi de programmation des finances publiques 2023-2027.  
Périmètre constant, budgets principaux et annexes.

- Exclusion des allocations individuelles de solidarité (AIS) et des dépenses d'aide sociale à l'enfance (ASE) pour les départements
- **Suivi et mise en œuvre :**
  - Création d'un **Haut conseil des finances publiques locales**
  - Révision annuelle de l'objectif en fonction des prévisions d'inflation
  - **Pas de contrainte spécifique** permettant de respecter les objectifs fixés pour les collectivités locales
- Transmission au Parlement d'un document de **programmation financière pour l'atteinte des objectifs de la transition écologique et de la politique énergétique nationale**



Communauté de Communes  
Terrassonnais  
Haut Périgord Noir

# Et 2025 ?

## Un objectif de déficit à 5,2% du PIB et une hausse de la dette

- En 2025, l'objectif de déficit du budget de l'Etat est de -135,6 Md€, soit une réduction du déficit de 31 Md€ par rapport à 2024.

% de PIB	2023	2024	2025
Solde effectif	-5,5 %	-6,1 %	-5,2 %
Dépense publique (hors crédits d'impôts)	56,4 %	56,8 %	56,4 %
Taux de prélèvements obligatoires	43,2 %	42,8 %	43,6 %
Dette	109,9 %	112,9 %	114,7 %

Les objectifs d'équilibre portent sur l'évolution des dépenses. En volume et hors charge d'intérêt de la dette :

- les dépenses de l'Etat et de ses opérateurs baisseraient de -1,1%,
- les dépenses des collectivités locales de 0%
- les dépenses de sécurité sociale progresseraient de 0,6%.

### Taux d'évolution de la dépense publique : un objectif de 0% en 2025 pour les APUL

(% d'évolution)	2023	2024	2025	Cumul 24/25
<b>Toutes administrations publiques</b>	<b>-1</b>	<b>1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,7</b>
Administrations publiques centrales (État et opérateurs de l'État)	-2,9	-1,6	-1,1	-2,7
Administrations publiques locales	1	4,7	0	4,7
Administrations de Sécurité sociale	-0,3	3,1	0,6	3,7

# Les principes de construction budgétaire

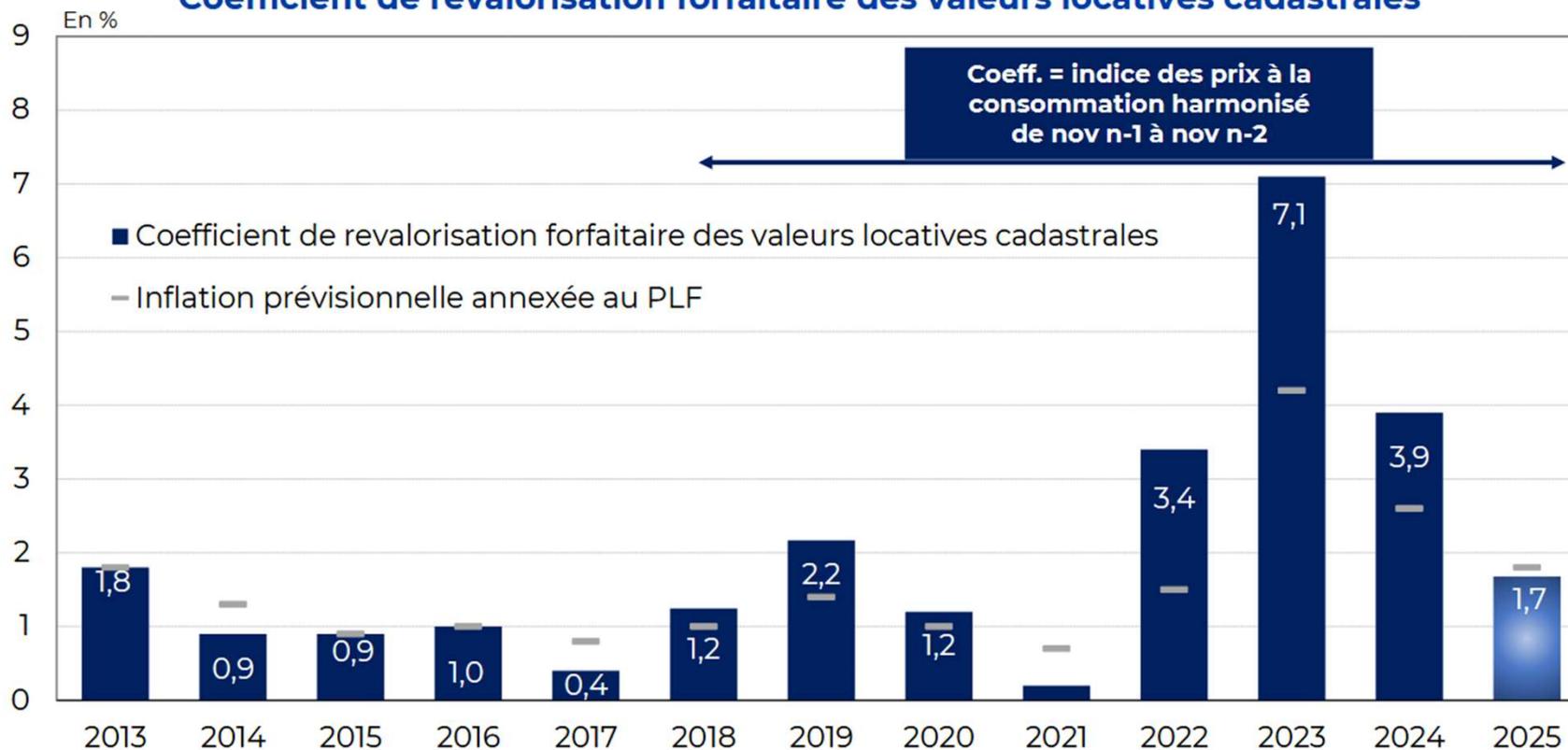
## Déclinaison fiscale

### La question des bases

#### 1. Revalorisation des bases- Action de l'Etat, via inflation

##### Effet sur le produit à taux constant

#### Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



## Les principes de construction budgétaire

### Mise à jour des tarifs d'IFER

Revalorisation de 1,8 %

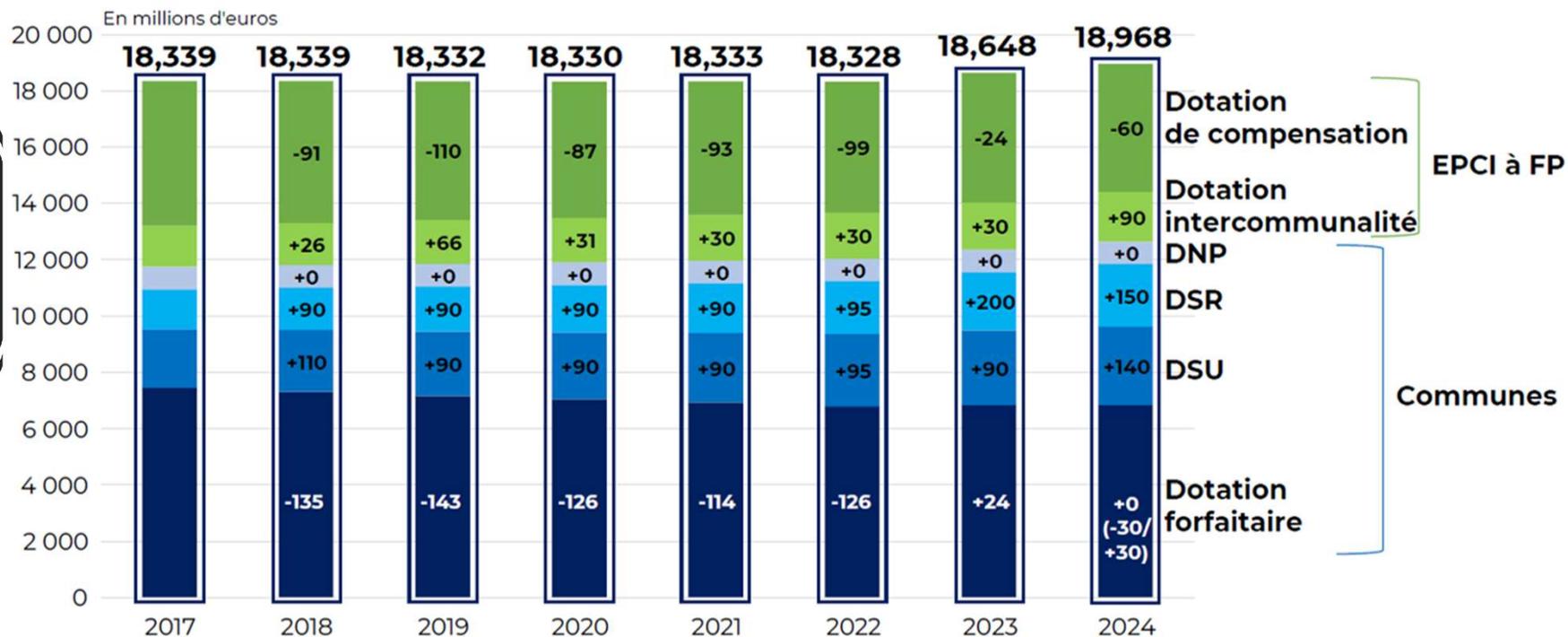
### Taxe d'aménagement

La valeur forfaitaire par m<sup>2</sup> (+1,76 %), la valeur forfaitaire sera de

- 1 054 € en Île-de-France
- et 930 € ailleurs.

## Article 2 : Reconstitution 2024 à + 150 M€ mais....

Des dotations  
déconnectées  
de l'inflation

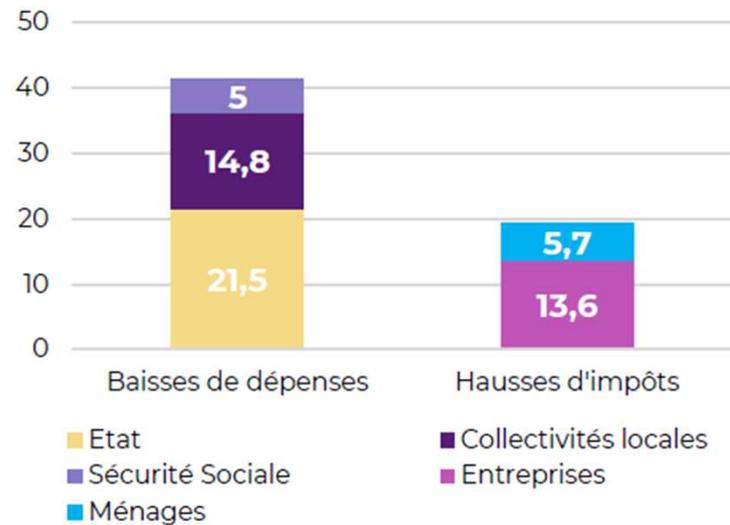


Dotations : + 1,72 %

Rappel inflation : + 2,6 % en  
prévisions

### PLF Barnier – n°1

2/3 de l'effort prévu par le gouvernement passe par une réduction des dépenses et 1/3 par des hausses d'impôts (Mds€)



Source : PLF 2025, Natixis

### PLF Bayrou – n°2

La contribution demandée par le gouvernement aux collectivités pour réduire le déficit public serait fixée à 2,2 milliards d'euros en 2025,

## Les scenarii :

### PLF Barnier – n°1 - 9,3 Mds d'€

#### 3 Md€ sur un Fonds de réserve

CL + 40M€ de dépenses : prélevt si hausse dép >4,7%, plafonné à 2 % RR

#### En matière de fiscalité compensatoire :

- 1,2 Md€ par le gel du montant de la fraction de TVA
- 0,8 Md€ via la réduction du taux du FCTVA – Effet rétroactif
- 60 M€ au titre du relèvement de 20% à 30% du taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des terres agricoles.

#### En matière de dotations

- 0,487 Md€ de réduction des dotations
- 0,5 Md€ en raison du gel de la DGF dont 0,350 Md€ pour le bloc communal
- 1,5 Md€ de réduction du Fonds vert.
- 47 M€ au titre de la suppression du fonds de soutien des activités périscolaires
- 0,398 Md€ de baisses sur la mission outre-mer

1,3 Md€ pour rééquilibrer la CNRACL : hausse de 4 points du taux

### PLF Bayrou – n°2



Revisité



Revisité



Mais...



Revisité

Revisité

Revisité

## 1,2 Md€ de ressources en moins au titre du gel des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales en compensation des recettes supprimées -Article 31

### Montants des fractions de TVA prévues en 2024 et 2025

Source : Direction du budget

Fractions de TVA (en Md€)	Prévisions 2024	Prévisions 2025
Communes (ex CVAE)	0,1	0,1
EPCI-FP (ex CVAE)	5,6	5,6
EPCI (ex-taxe d'habitation sur les résidences principales)	8,4	8,4
Ville de Paris (ex- taxe d'habitation sur les résidences principales)	0,8	0,8
<b>Bloc communal</b>	<b>14,9</b>	<b>14,9</b>
Départements (ex taxe foncière sur les propriétés bâties)	16,5	16,5
Départements (fonds de sauvegarde) non concerné par le gel	0,3	0,3
Départements (ex CVAE)	4,9	4,9
<b>Départements</b>	<b>21,6</b>	<b>21,6</b>
Régions (ex CVAE)	10,9	10,9
Régions (ex DGF)	5,2	5,2
<b>Régions</b>	<b>16</b>	<b>16</b>
<b>TOTAL</b>	<b>52,5</b>	<b>52,5</b>

Cette proposition de geler la fraction de TVA à son niveau 2024, contrevient à l'engagement du Président de la République d'une compensation à l'euro près des impôts locaux supprimés.



Figé la recette TVA auprès de la CCTHPN

## Les scenarii :

### PLF Barnier – n°1 - 9,3 Mds d'€

#### 3 Md€ sur un Fonds de réserve

CL + 40M€ de dépenses : prélvt si hausse dép >4,7%, plafonné à 2 % RR

#### En matière de fiscalité compensatoire :

- 1,2 Md€ par le gel du montant de la fraction de TVA
- 0,8 Md€ via la réduction du taux du FCTVA – Effet rétroactif
- 60 M€ au titre du relèvement de 20% à 30% du taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des terres agricoles.

#### En matière de dotations

- 0,487 Md€ de réduction des dotations
- 0,5 Md€ en raison du gel de la DGF dont 0,350 Md€ pour le bloc communal
- 1,5 Md€ de réduction du Fonds vert.
- 47 M€ au titre de la suppression du fonds de soutien des activités périscolaires
- 0,398 Md€ de baisses sur la mission outre-mer

1,3 Md€ pour rééquilibrer la CNRACL : hausse de 4 points du taux

### PLF Bayrou – n°2



Revisité



Revisité



Mais...



Revisité

Revisité

Revisité

## 0,8 Md€ de ressources en moins par la baisse du taux du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)- Article 30

Le taux du FCTVA ramené à 14,850 % (au lieu de 16,404%) pour les dépenses éligibles faisant l'objet d'attributions versées à compter du 1er janvier 2025. **PGD - 1979**

**Un risque pour le respect de la règle d'or.** Le taux de compensation du FCTVA est déterminé en fonction du taux normal de TVA (20%), minoré d'une réfaction en raison de la contribution française au budget européen assise sur la ressource TVA.

Les ressources propres participent au calcul de la règle d'or. Ainsi, la réduction du taux du FCTVA fragilise le respect de la règle d'or pour les collectivités en situation financière tendue (certaines communes et EPCI, les départements, la quasi-totalité des collectivités d'outre-mer).

**Un risque pour l'investissement.** Tous les équilibres des financements des investissements seront donc bouleversés. En outre, cette réduction du FCTVA pourrait impliquer un recours à l'emprunt à due concurrence.

~~Cela signifie que ce nouveau taux s'applique dès les versements du FCTVA 2025 pour les dépenses réalisées en 2023, 2024 et 2025~~

## Les scenarii :

### PLF Barnier – n°1 - 9,3 Mds d'€

#### 3 Md€ sur un Fonds de réserve

CL + 40M€ de dépenses : prélevt si hausse dép >4,7%, plafonné à 2 % RR

#### En matière de fiscalité compensatoire :

- 1,2 Md€ par le gel du montant de la fraction de TVA
- 0,8 Md€ via la réduction du taux du FCTVA – Effet rétroactif
- 60 M€ au titre du relèvement de 20% à 30% du taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des terres agricoles.

#### En matière de dotations

- 0,487 Md€ de réduction des dotations
- 0,5 Md€ en raison du gel de la DGF dont 0,350 Md€ pour le bloc communal
- 1,5 Md€ de réduction du Fonds vert.
- 47 M€ au titre de la suppression du fonds de soutien des activités périscolaires
- 0,398 Md€ de baisses sur la mission outre-mer

1,3 Md€ pour rééquilibrer la CNRACL : hausse de 4 points du taux

### PLF Bayrou – n°2



Revisité



Revisité



Mais...

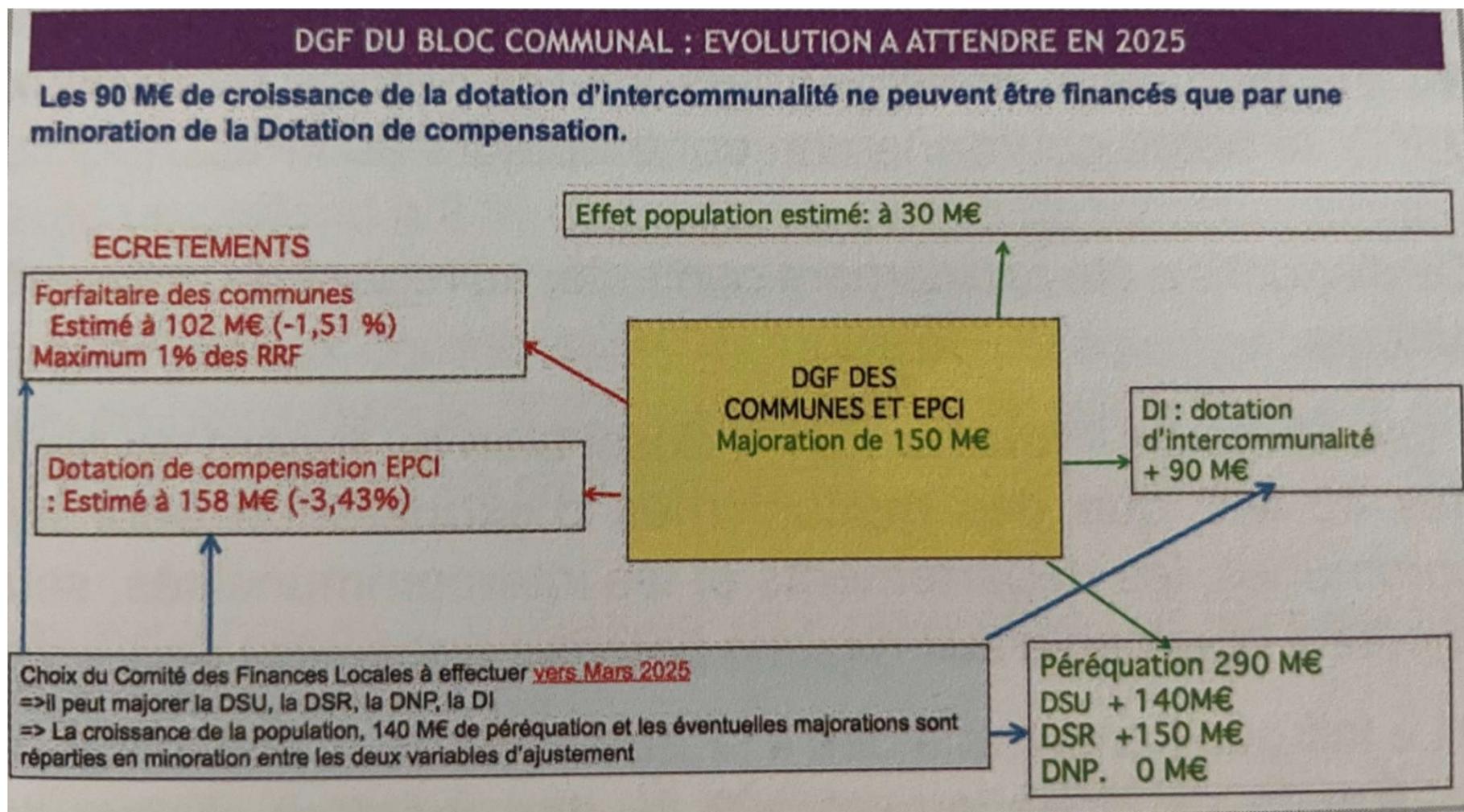


Revisité

Revisité

Revisité

# Evolution et répartition de la DGF

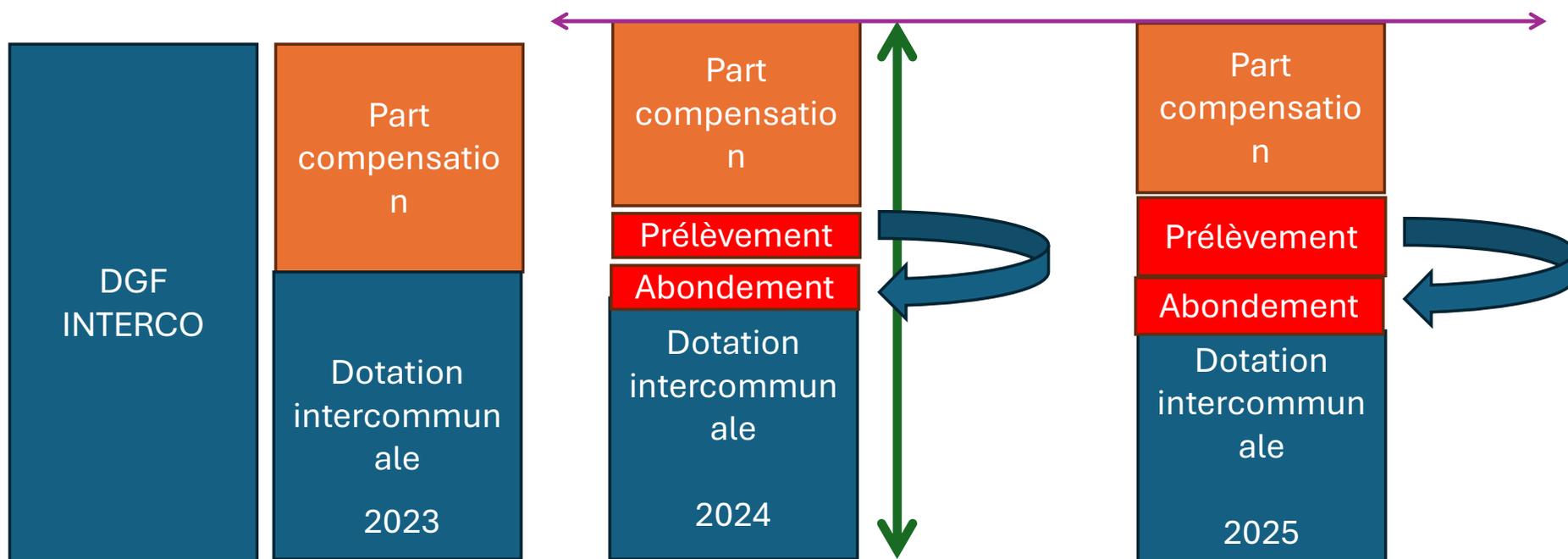


## Dotation intercommunalité

L'augmentation de son enveloppe à hauteur de 90 M€ par an (au lieu des 30 M€ par an depuis 2019).

Cette augmentation a été financée

- pour un 1/3 par l'Etat en 2024 (30 M€),
- et les 2/3 (60 M€) par un écrêtement de la dotation de compensation, c'est-à-dire les EPCI eux-mêmes.





Communauté de Communes  
Terrassonnais  
Haut Périgord Noir

# Evolution de l'enveloppe globale de la DGF intercommunale

2 parts

	2017	2024	Perte annuelle moyenne	Perte cumulée
<b>Dotation interco</b>				
Dotation intercommunale	556 706,00 €	397 124,00 €	19 947,75 €	<b>159 582,00 €</b>
Dotation de compensation	718 496,00 €	617 814,00 €	12 585,25 €	<b>100 682,00 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 275 202,00 €</b>	<b>1 014 938,00 €</b>	<b>32 533,00 €</b>	<b>260 264,00 €</b>

**Baisse cumulée depuis 2017 :  
260 264 €  
= 1 année d'épargne nette**



# Le FNGIR/ DCRTP suite suppression TP

## Le principe

Jusqu'en 2010  
Avec TP

Nouveau panier de ressources  
fiscales  
Depuis 2010

### Territoire gagnant réforme TP

1 000 000 €

1 200 000 €

Prélèvement FNGIR  
200 000 €

### Territoire perdant réform



1 200 000 €

1 000 000 €

Reversement FNGIR-  
DCRTP 200 000 €

## Et pourtant

### 487 M€ prélevés sur les dotations utilisées comme variables d'ajustement

Ces dotations compensent la suppression de la taxe professionnelle.  
Elles seraient minorées de 487 M€ dont  
-53% pour le bloc communal, (259 M€)  
-39% pour les régions  
et 8% pour les départements.

#### 2,497 Md€ de réductions des dotations servant de variables d'ajustement depuis 2013

En M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Réductions	-201	-227	-285	-82	-589	-156	-159	-148	-51	-50	-15	-47	-487

Cette baisse frappe ainsi les collectivités les plus industrielles et les plus fragiles.  
Le montant proposé était de plus de 10 fois supérieur aux réductions de l'an dernier, est inédit

## Les scenarii :

### PLF Barnier – n°1 - 9,3 Mds d'€

#### 3 Md€ sur un Fonds de réserve

CL + 40M€ de dépenses : prélvt si hausse dép >4,7%, plafonné à 2 % RR

#### En matière de fiscalité compensatoire :

- 1,2 Md€ par le gel du montant de la fraction de TVA
- 0,8 Md€ via la réduction du taux du FCTVA – Effet rétroactif
- 60 M€ au titre du relèvement de 20% à 30% du taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des terres agricoles.

#### En matière de dotations

- 0,487 Md€ de réduction des dotations
- 0,5 Md€ en raison du gel de la DGF dont 0,350 Md€ pour le bloc communal
- 1,5 Md€ de réduction du Fonds vert.
- 47 M€ au titre de la suppression du fonds de soutien des activités périscolaires
- 0,398 Md€ de baisses sur la mission outre-mer

1,3 Md€ pour rééquilibrer la CNRACL : hausse de 4 points du taux

### PLF Bayrou – n°2



Revisité



Revisité



Mais...



Revisité

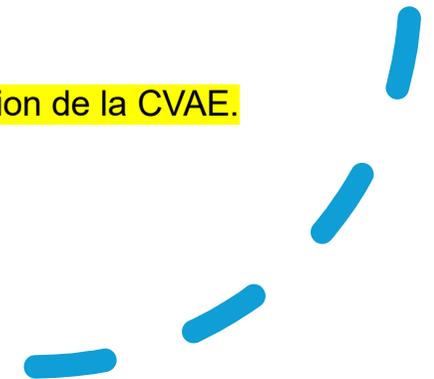
Revisité

Revisité

**1,5 Md€  
d'économies  
au titre du  
Fonds vert  
ramené à  
1,15 Md€ en  
2025**

- En 2023, 1 482 M€ d'AE et 189 M€ de CP ont été engagés au profit des collectivités territoriale
  - accompagnement rénovation énergétique (+700 M€ d'AE),
  - leur adaptation au changement climatique (270 M€ d'AE),
  - le recyclage des friches et la stratégie nationale biodiversité.
- En LFI 2024, 2499 M€ en AE et 1 124 M€ en CP avaient été dédiés aux collectivités au sein du programme lors de la LFI 2024.
- Deux nouvelles mesures ont été ajoutées : les territoires d'industrie et le développement des mobilités durables en zones rurales.
- En 2025, proposition de ramener le fonds vert à Md€ en autorisations d'engagement.

Fonds financé par le manque à gagner sur la compensation de la CVAE.



## **Les dotations d'investissement à la baisse pour financer la DGF**

**Un changement de philosophie par rapport aux années précédentes**

**DETR**

**Les montants des autorisations d'engagement sont inchangés depuis 2019 :  
= 1,046 Md€ pour la DETR**

**DSIL**

**La dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) réduite à la hauteur de la hausse de la hausse de la DGF :**

**– 145 Millions d'€**

## Les scenarii :

### PLF Barnier – n°1 - 9,3 Mds d'€

#### 3 Md€ sur un Fonds de réserve

CL + 40M€ de dépenses : prélvt si hausse dép >4,7%, plafonné à 2 % RR

#### En matière de fiscalité compensatoire :

- 1,2 Md€ par le gel du montant de la fraction de TVA
- 0,8 Md€ via la réduction du taux du FCTVA – Effet rétroactif
- 60 M€ au titre du relèvement de 20% à 30% du taux d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des terres agricoles.

#### En matière de dotations

- 0,487 Md€ de réduction des dotations
- 0,5 Md€ en raison du gel de la DGF dont 0,350 Md€ pour le bloc communal
- 1,5 Md€ de réduction du Fonds vert.
- 47 M€ au titre de la suppression du fonds de soutien des activités périscolaires
- 0,398 Md€ de baisses sur la mission outre-mer

1,3 Md€ pour rééquilibrer la CNRACL : hausse de 4 points du taux

### PLF Bayrou – n°2



Revisité



Revisité



Mais...



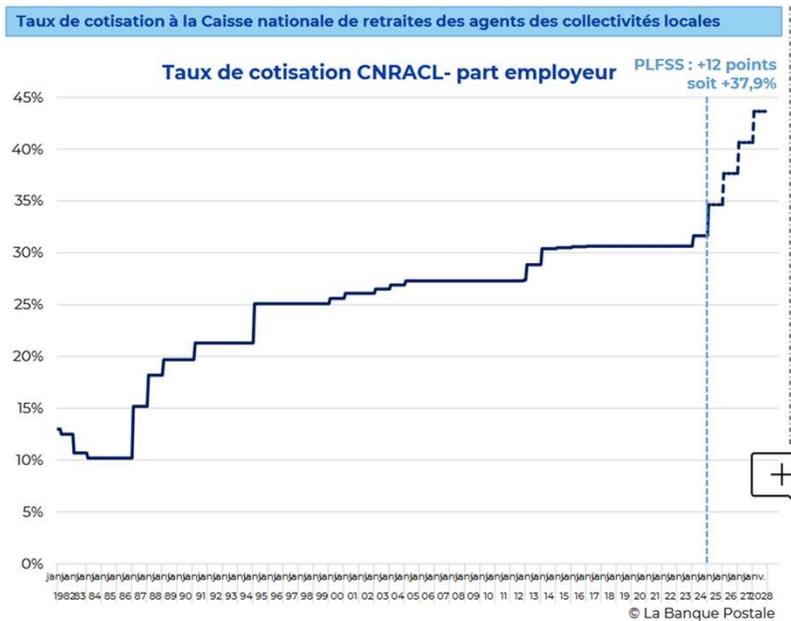
Revisité

Revisité

Revisité

➔ - **1,3 Md€ de dépenses supplémentaires pour les CT (CNRACL)**

- Dernière réforme des retraites : de 30,65 à 31,65 % - compensé la 1<sup>e</sup> année.
- Projet + 3 points /an des cotisations patronales



2024 :	31,65 %
2025 :	34,65 %
2026 :	37,65 %
2027 :	40,65 %
2028 :	43,65 %

➔ - **Abaissement à 90 % de l'indemnisation des agents en arrêt-maladie,**

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

La loi de finances 2025

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Une situation conforme aux projections

*Esquisse des résultats 2024*



Communauté de Communes  
Terrassonnais  
Haut Périgord Noir

# Les orientations 2024 respectées

- Epargne de 250 000 € maintenue,
  - Stabilité endettement
  - Décalage PPI Assainissement : 2,5 ans à PPI identique
  - La mise en œuvre du principe : 1 compétence, 1 mode de gestion
    - Espaces France service
    - Accueil de loisirs
- 
- Emprunt bâtiment annexe



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

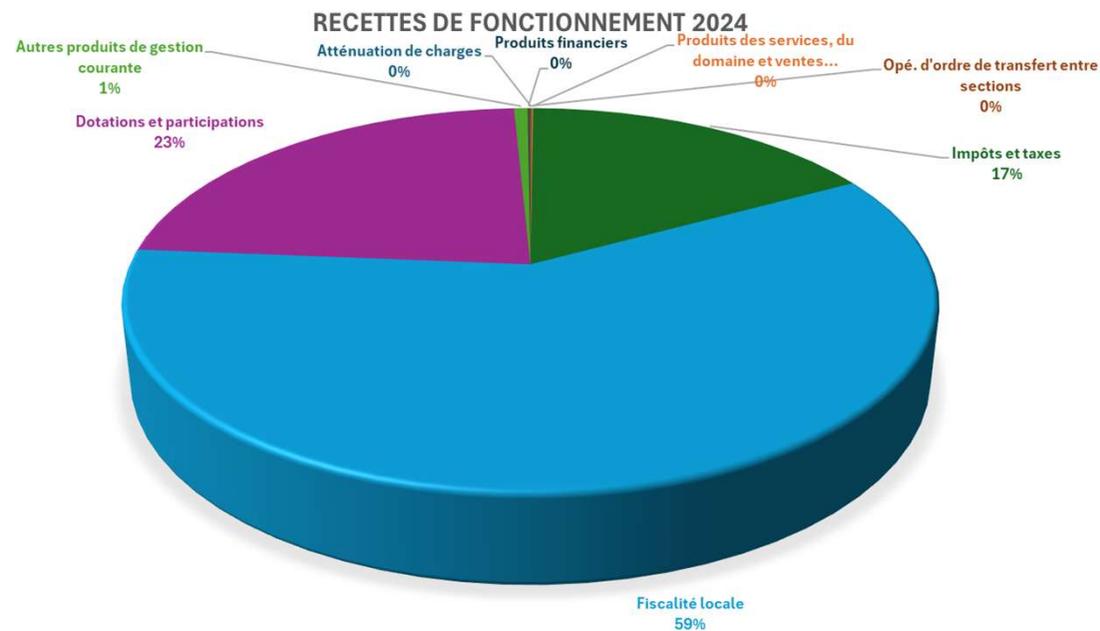
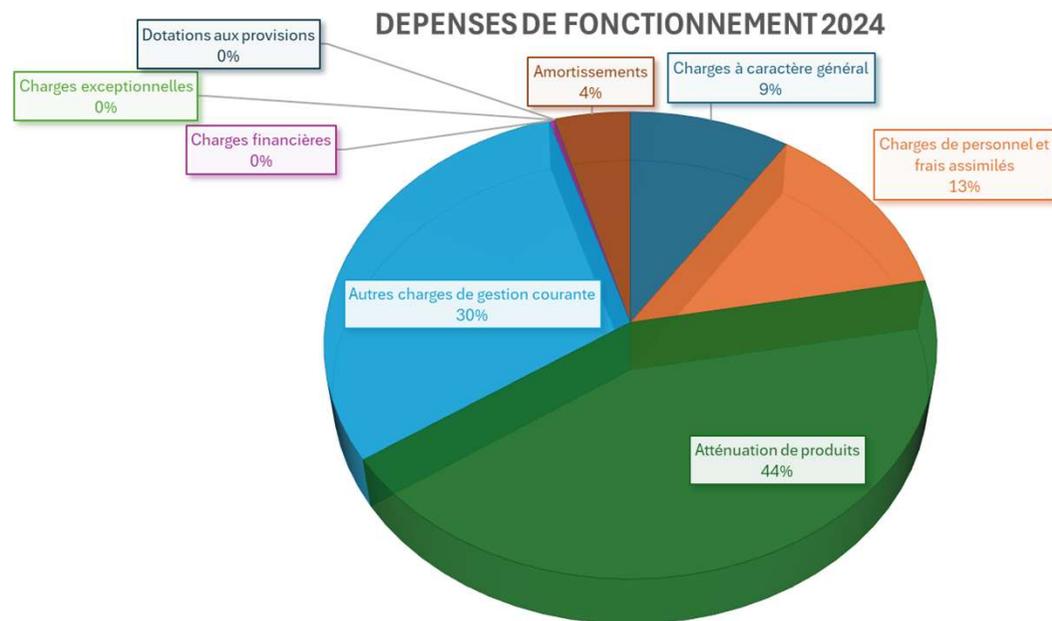
# Le budget principal

*Esquisse des résultats 2024*

# Le budget principal – l'exercice 2024

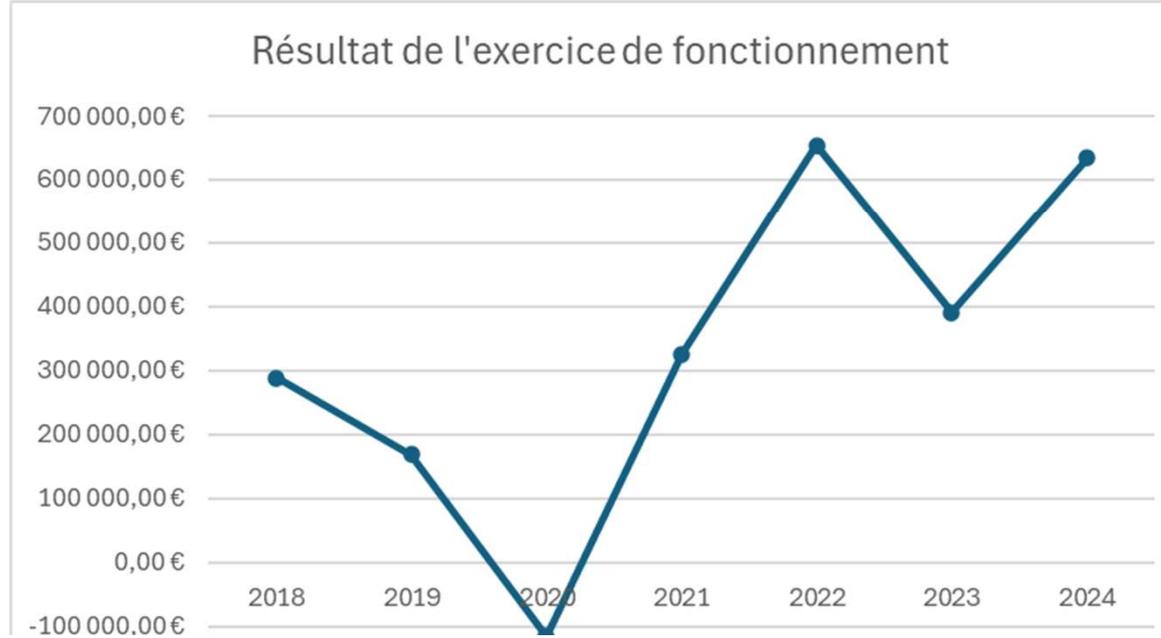
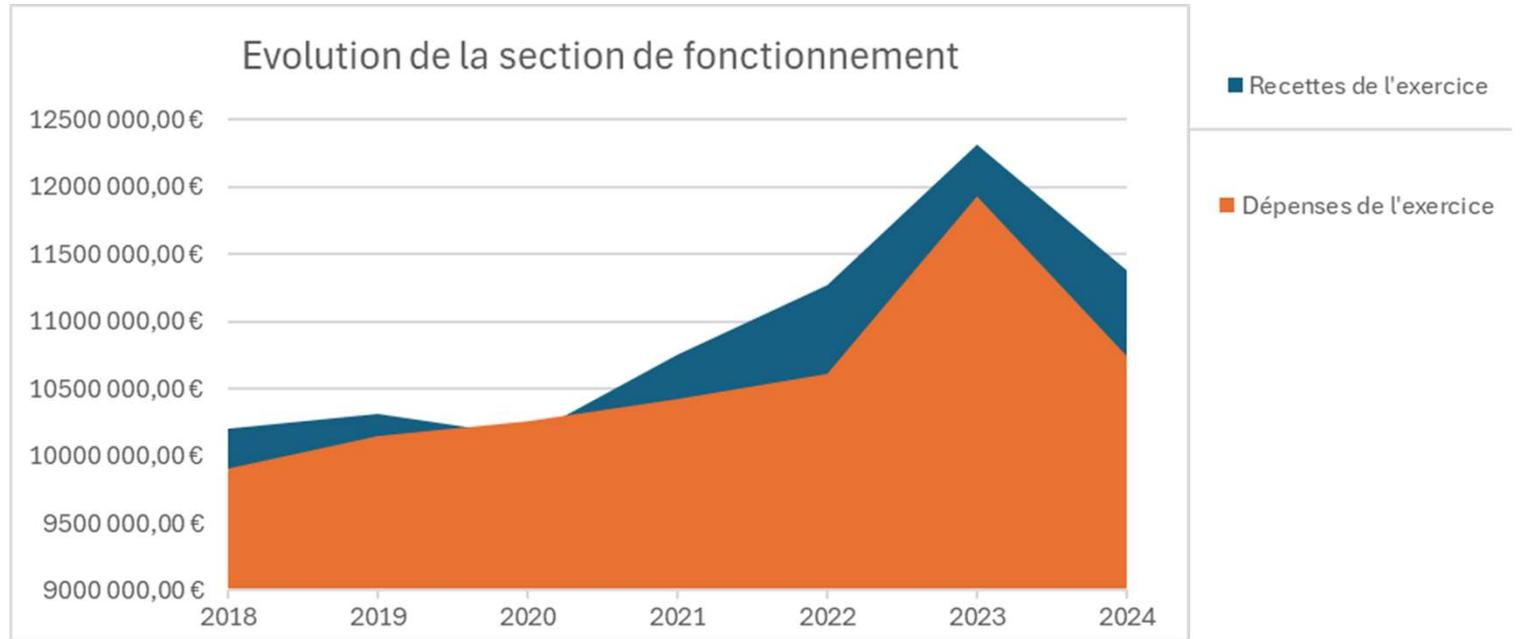
Chapitre		Montant BP	Montant CA
011	Charges à caractère général	1 063 294,4 €	1 003 717,4 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 471 452,0 €	1 367 180,3 €
014	Atténuation de produits	4 774 954,6 €	4 670 438,9 €
65	Autres charges de gestion courante	3 290 418,0 €	3 197 626,4 €
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>10 600 119,1 €</b>	<b>10 238 963,0 €</b>
66	Charges financières	35 479,5 €	33 888,7 €
67	Charges exceptionnelles	19 736,7 €	3 714,6 €
68	Dotations aux provisions	5 000,0 €	0,0 €
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>10 660 335,3 €</b>	<b>10 276 566,3 €</b>
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>	1 469 301,6 €	0,0 €
042	<i>Amortissements</i>	470 986,1 €	470 986,1 €
043	<i>Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct.</i>	0,0 €	0,0 €
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>1 940 287,7 €</b>	<b>470 986,1 €</b>
002	Résultat reporté	0,0 €	0,0 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>12 600 623,0 €</b>	<b>10 747 552,4 €</b>

Chapitre		Montant BP	Montant CA
013	Atténuation de charges	5 000,0 €	5 999,7 €
70	Produits des services, du domaine et ventes	100 000,0 €	8 295,5 €
73	Impôts et taxes	1 981 468,0 €	1 928 534,0 €
731	Fiscalité locale	6 203 884,0 €	6 740 073,2 €
74	Dotations et participations	2 523 477,2 €	2 608 617,7 €
75	Autres produits de gestion courante	55 000,0 €	74 526,5 €
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>10 868 829,1 €</b>	<b>11 366 046,5 €</b>
76	Produits financiers	4 914,8 €	4 914,8 €
77	Produits exceptionnels	0,0 €	21,4 €
78	Reprises sur provisions	1 500,9 €	0,0 €
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>10 875 244,8 €</b>	<b>11 370 982,8 €</b>
042	<i>Opé. d'ordre de transfert entre sections</i>	9 237,0 €	9 237,0 €
043	<i>Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct.</i>	0,0 €	0,0 €
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>9 237,0 €</b>	<b>9 237,0 €</b>
002	Résultat reporté	1 716 141,2 €	0,0 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>12 600 623,0 €</b>	<b>11 380 219,8 €</b>



# Les résultats comptables – Budget principal

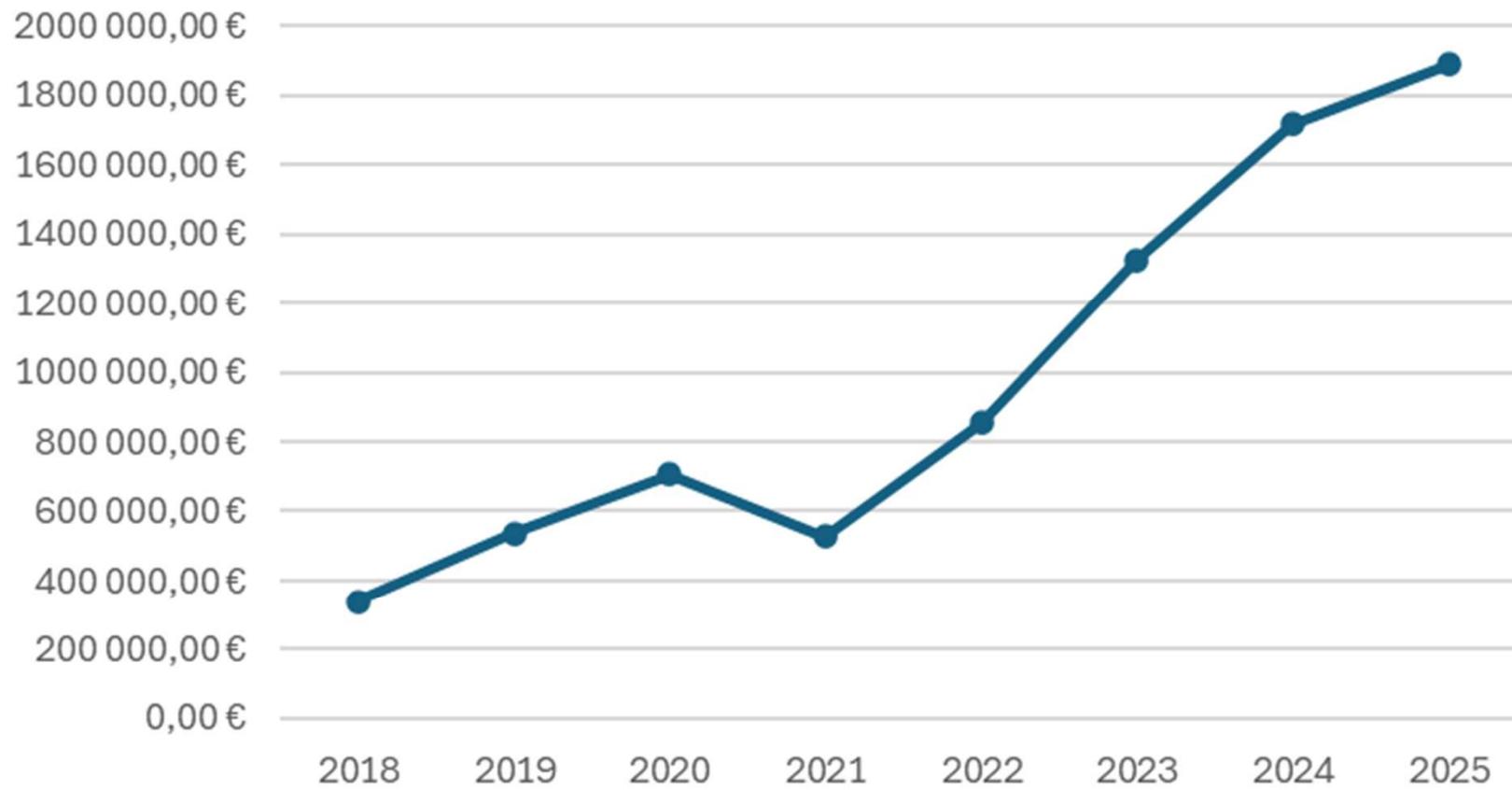
							<i>Prévision</i>
<b>Fonctionnement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	10 200 263,31 €	10 315 343,42 €	10 148 244,58 €	10 752 009,58 €	11 267 819,83 €	12 316 261,77 €	11 382 178,26 €
Dépenses de l'exercice	9 911 802,97 €	10 147 380,63 €	10 263 606,78 €	10 426 748,22 €	10 613 398,78 €	11 925 628,91 €	10 747 557,50 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>288 460,34 €</b>	<b>167 962,79 €</b>	<b>-115 362,20 €</b>	<b>325 261,36 €</b>	<b>654 421,05 €</b>	<b>390 632,86 €</b>	<b>634 620,76 €</b>
Résultat reporté	338 742,46 €	536 862,11 €	704 824,90 €	527 495,54 €	852 756,90 €	1 325 508,30 €	1 716 141,16 €
<b>Résultat cumulé</b>	<b>627 202,80 €</b>	<b>704 824,90 €</b>	<b>589 462,70 €</b>	<b>852 756,90 €</b>	<b>1 507 177,95 €</b>	<b>1 716 141,16 €</b>	<b>2 350 761,92 €</b>



# Les résultats comptables au budget principal

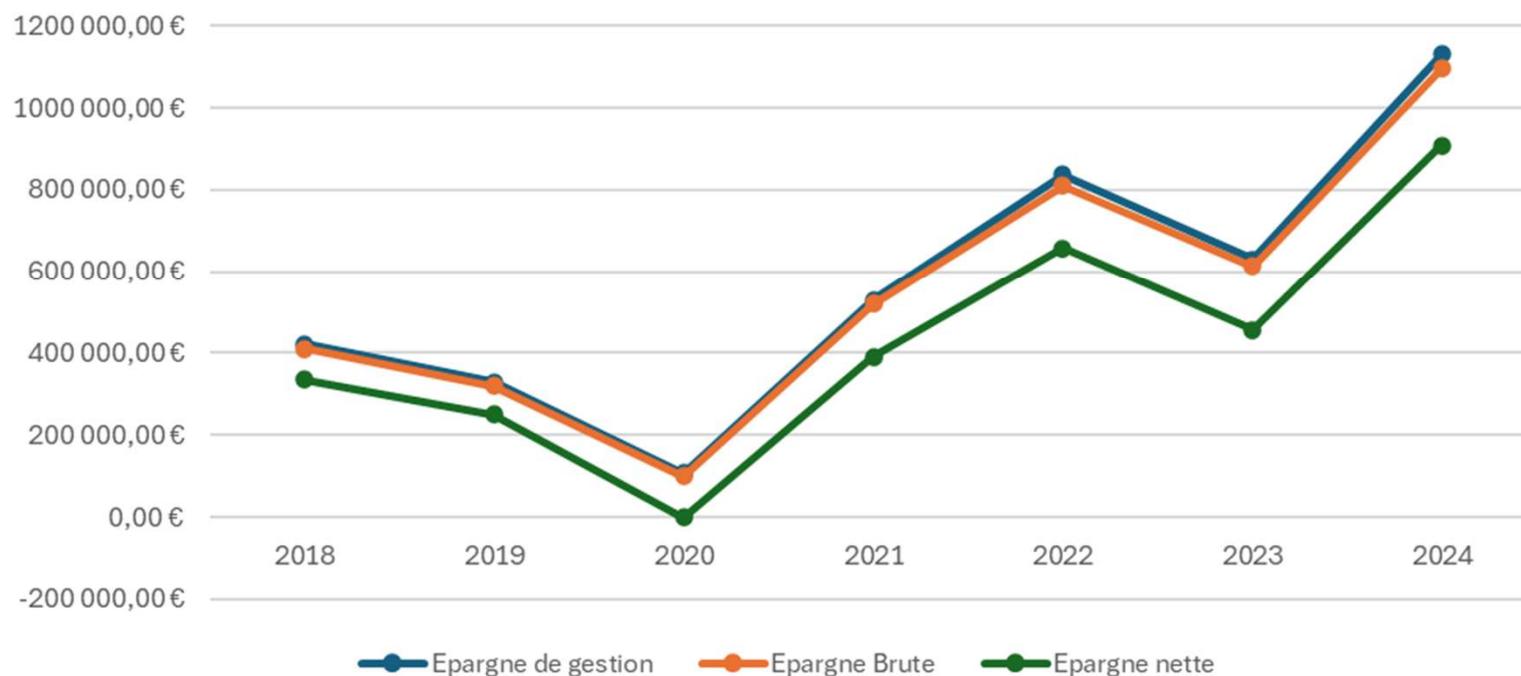
							Prévision
<b>Fonctionnement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	10 200 263,31 €	10 315 343,42 €	10 148 244,58 €	10 752 009,58 €	11 267 819,83 €	12 316 261,77 €	11 382 178,26 €
Dépenses de l'exercice	9 911 802,97 €	10 147 380,63 €	10 263 606,78 €	10 426 748,22 €	10 613 398,78 €	11 925 628,91 €	10 747 557,50 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>288 460,34 €</b>	<b>167 962,79 €</b>	<b>-115 362,20 €</b>	<b>325 261,36 €</b>	<b>654 421,05 €</b>	<b>390 632,86 €</b>	<b>634 620,76 €</b>
Résultat reporté	338 742,46 €	536 862,11 €	704 824,90 €	527 495,54 €	852 756,90 €	1 325 508,30 €	1 716 141,16 €
<b>Résultat cumulé</b>	<b>627 202,80 €</b>	<b>704 824,90 €</b>	<b>589 462,70 €</b>	<b>852 756,90 €</b>	<b>1 507 177,95 €</b>	<b>1 716 141,16 €</b>	<b>2 350 761,92 €</b>
<b>Investissement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	378 894,34 €	285 891,82 €	442 710,70 €	3 309 218,57 €	1 116 463,37 €	3 422 260,52 €	1 017 310,51 €
Dépenses de l'exercice	259 470,19 €	237 097,42 €	532 071,06 €	2 575 224,99 €	1 553 993,38 €	3 357 446,46 €	1 167 749,92 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>119 424,15 €</b>	<b>48 794,40 €</b>	<b>-89 360,36 €</b>	<b>733 993,58 €</b>	<b>-437 530,01 €</b>	<b>64 814,06 €</b>	<b>-150 439,41 €</b>
Résultat reporté	-130 452,87 €	-11 028,72 €	37 765,68 €	-85 752,12 €	648 241,46 €	210 711,45 €	275 525,51 €
<b>Résultat cumulé</b>	<b>-11 028,72 €</b>	<b>37 765,68 €</b>	<b>-51 594,68 €</b>	<b>648 241,46 €</b>	<b>210 711,45 €</b>	<b>275 525,51 €</b>	<b>125 086,10 €</b>
<b>RAR</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	17 000,00 €	213 800,00 €	69 773,12 €	369 815,19 €	2 061 414,61 €	328 779,80 €	24 781,00 €
Dépenses de l'exercice	96 849,42 €	240 590,35 €	98 290,38 €	986 653,82 €	2 323 795,71 €	226 144,62 €	609 752,66 €
<b>Solde des RAR</b>	<b>-79 849,42 €</b>	<b>-26 790,35 €</b>	<b>-28 517,26 €</b>	<b>-616 838,63 €</b>	<b>-262 381,10 €</b>	<b>102 635,18 €</b>	<b>-584 971,66 €</b>
<i>Besoin de financement</i>	<i>-90 878,14 €</i>		<i>-80 111,94 €</i>		<i>-51 669,65 €</i>		<i>-459 885,56 €</i>
<i>Couv complémentaire</i>					<i>-130 000,00 €</i>		
<b>Capacité de financement</b>		<b>10 975,33 €</b>		<b>31 402,83 €</b>		<b>378 160,69 €</b>	

## Evolution du résultat reporté



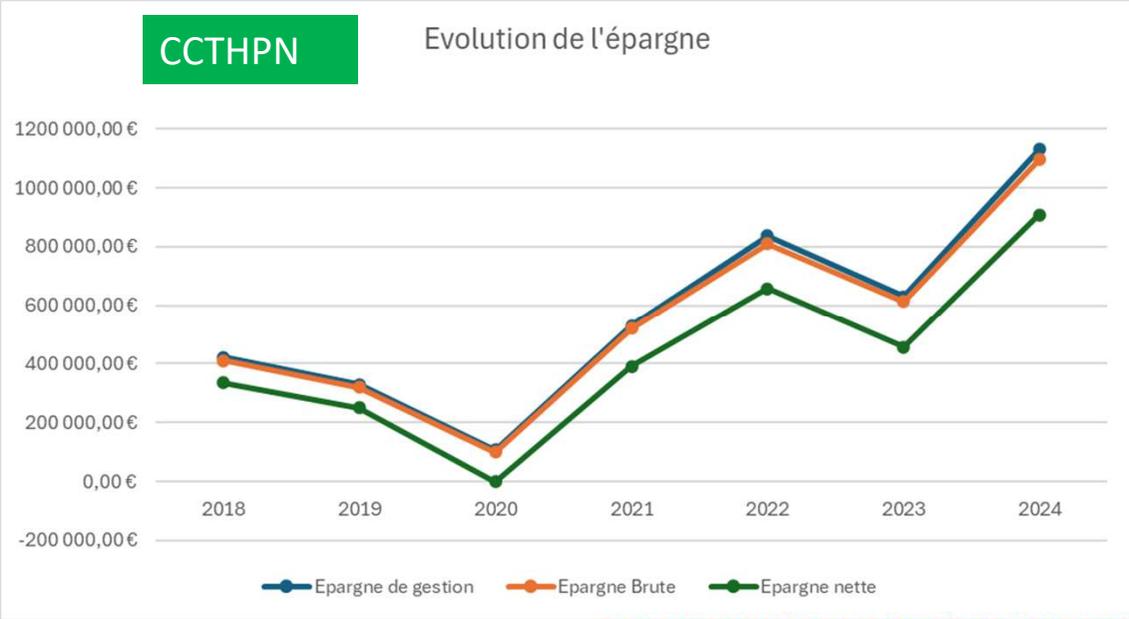
Fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes réelles de Fonctionnement	10 183 844,08 €	10 298 924,19 €	10 120 598,73 €	10 738 989,58 €	11 251 819,83 €	10 307 469,43 €	11 372 941,26 €
Dépenses de fonctionnement hors dette	9 762 504,35 €	9 970 054,55 €	10 013 321,63 €	10 208 424,09 €	10 414 223,78 €	9 676 054,04 €	10 243 224,43 €
<b>Epargne de gestion</b>	<b>421 339,73 €</b>	<b>328 869,64 €</b>	<b>107 277,10 €</b>	<b>530 565,49 €</b>	<b>837 596,05 €</b>	<b>631 415,39 €</b>	<b>1 129 716,83 €</b>
Intérêts de la dette	10 598,72 €	8 950,01 €	7 578,50 €	10 393,90 €	26 625,62 €	19 121,82 €	33 346,96 €
<b>Epargne Brute</b>	<b>410 741,01 €</b>	<b>319 919,63 €</b>	<b>99 698,60 €</b>	<b>520 171,59 €</b>	<b>810 970,43 €</b>	<b>612 293,57 €</b>	<b>1 096 369,87 €</b>
Capital de la dette	76 190,00 €	69 030,84 €	100 556,94 €	128 846,15 €	153 094,54 €	155 583,71 €	187 261,72 €
<b>Epargne nette</b>	<b>334 551,01 €</b>	<b>250 888,79 €</b>	<b>-858,34 €</b>	<b>391 325,44 €</b>	<b>657 875,89 €</b>	<b>456 709,86 €</b>	<b>909 108,15 €</b>

Evolution de l'épargne



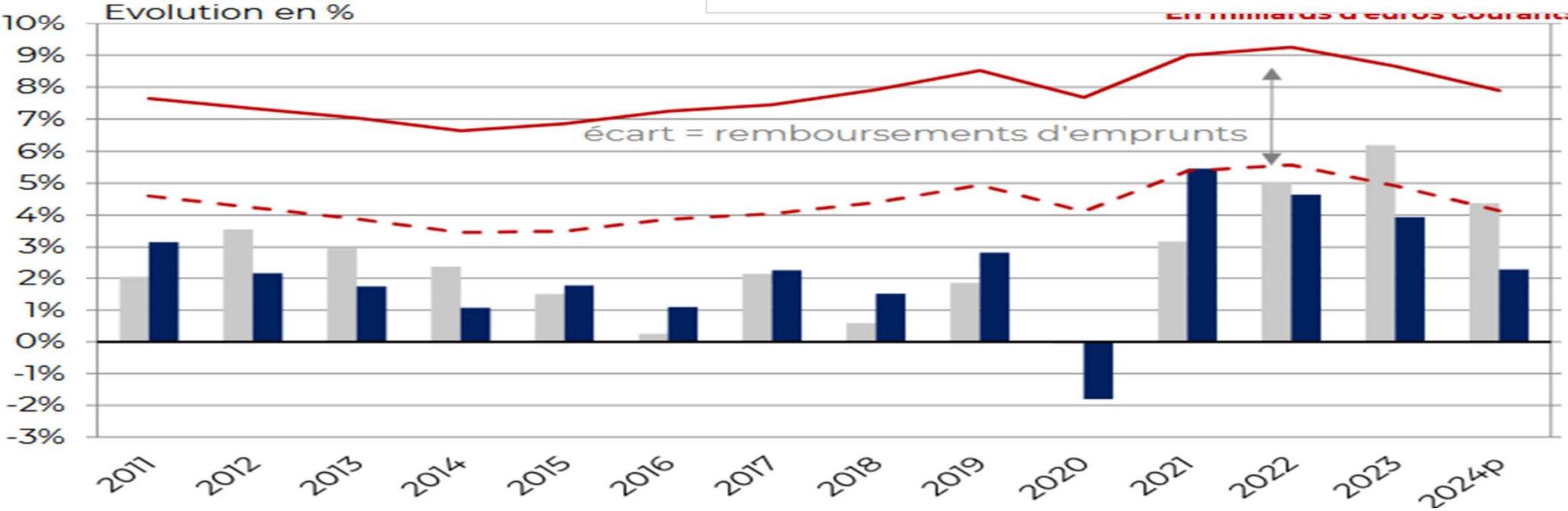
Les résultats financiers par agrégat

# Comparatif de l'évolution de l'épargne de la CCTHPN par rapport à la moyenne nationale



### Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales

- Dépenses de fonctionnement
  - Recettes de fonctionnement
  - Épargne brute
  - - - Épargne nette
  - ... Évolution en %
- En milliards d'euros courants*



# Une épargne au service du projet

- La CCTHPN se caractérise comme une collectivité "aux participations" à financer via affectation de l'épargne
- Un 204... à 730 000,00 €

		2024
<b>Epargne nette</b>		<b>909 108,15 €</b>
<b>destiné à l'Aide à l'économie</b>		
enveloppe annuelle		250 000,00 €
Dispositif rebond		50 000,00 €
<b>destiné à l'Habitat</b>		
Enveloppe annuelle		250 000,00 €
<b>Destiné à la Fibre optique</b>		
Participation annuelle		130 000,00 €
<b>Destiné aux Fonds de concours</b>		
Enveloppê DECI		50 000,00 €
<b>Solde</b>		<b>179 108,15 €</b>
<b>Solde sans rebond</b>		<b>229 108,15 €</b>

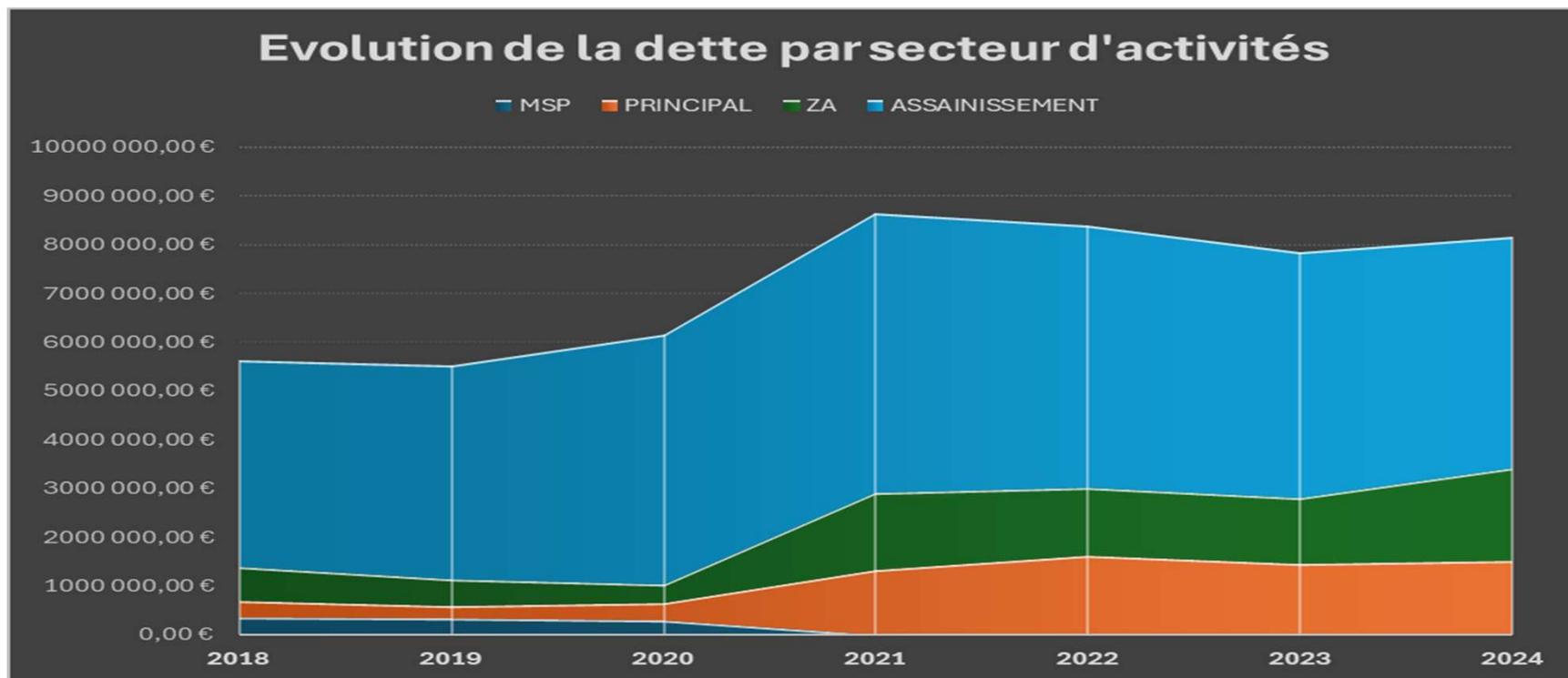


Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

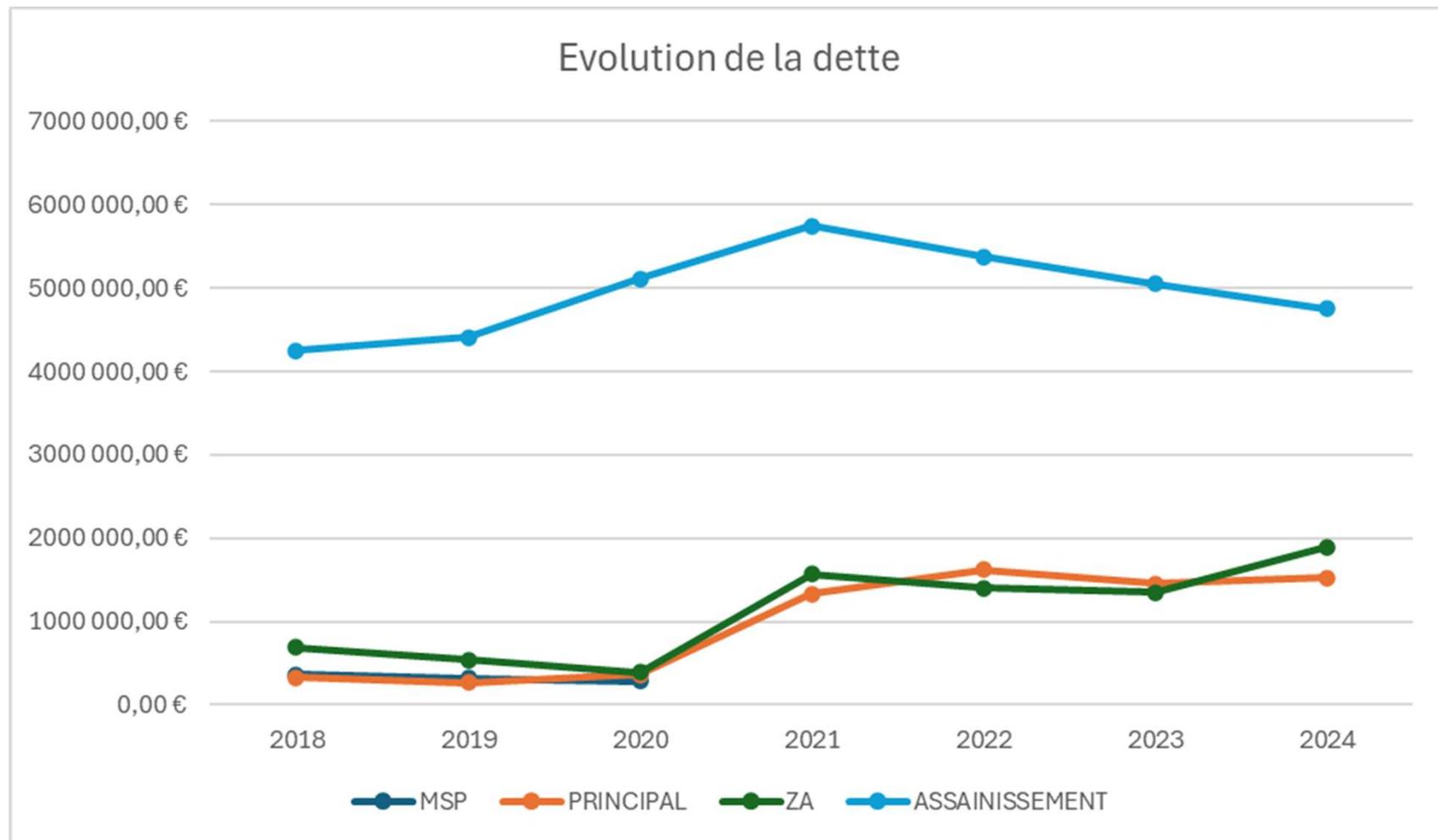
# La dette intercommunale

<b>Capital restant dû</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
<b>Budgets</b>	<b>5 635 177,43 €</b>	<b>5 533 600,62 €</b>	<b>6 147 948,56 €</b>	<b>8 641 585,70 €</b>	<b>8 396 557,70 €</b>	<b>7 854 749,81 €</b>	<b>8 169 481,32 €</b>
MSP	362 352,77 €	322 092,92 €	280 488,39 €				
PRINCIPAL	332 358,30 €	263 327,46 €	364 807,88 €	1 326 932,81 €	1 623 838,27 €	1 454 795,56 €	1 522 533,84 €
ZA	689 470,43 €	540 000,00 €	391 910,08 €	1 569 877,98 €	1 397 058,41 €	1 346 028,03 €	1 894 864,85 €
ASSAINISSEMENT	4 250 995,93 €	4 408 180,24 €	5 110 742,21 €	5 744 774,91 €	5 375 661,02 €	5 053 926,22 €	4 752 082,63 €

La dette cumulée – Poids par budget

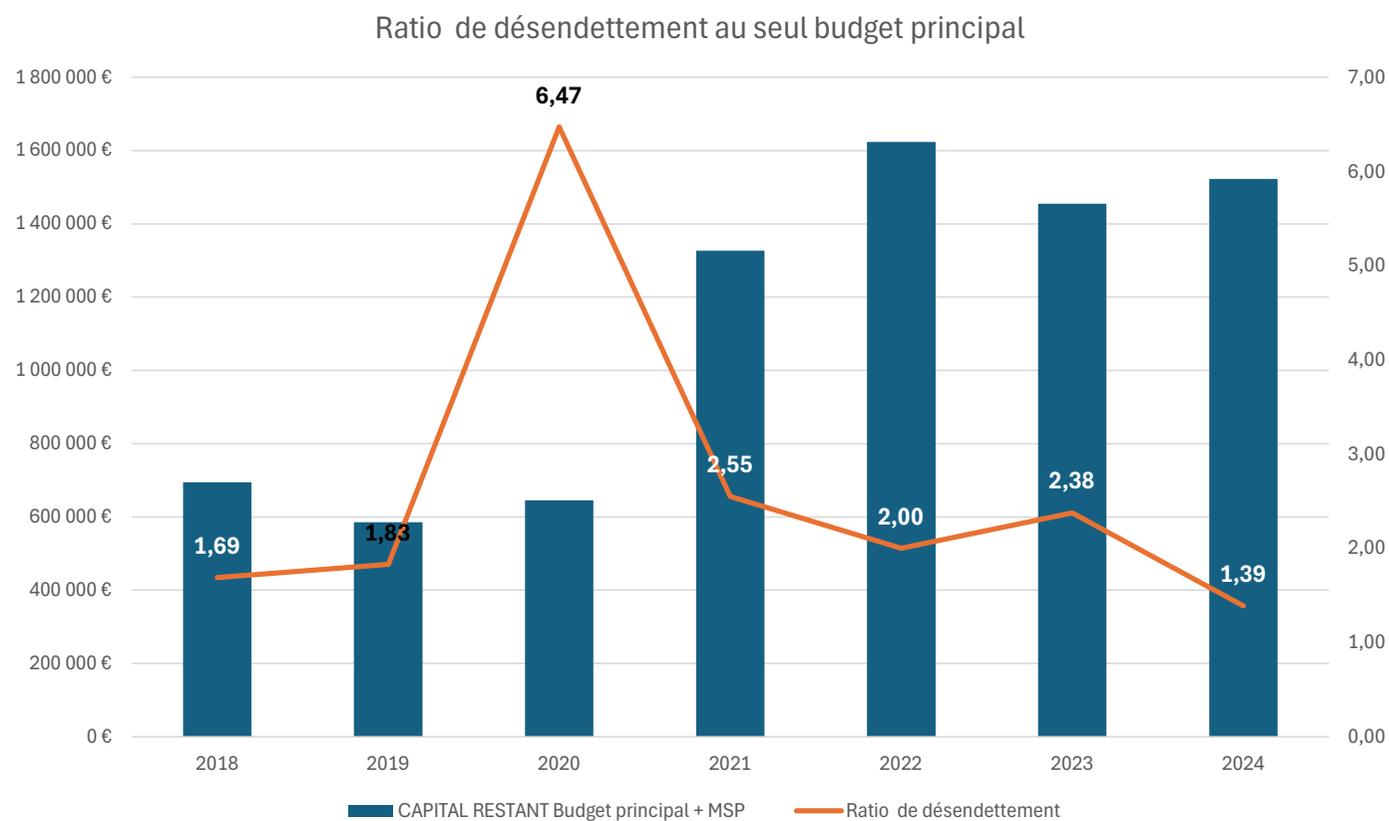


# La dette cumulée – Évolution par budget



Budget principal	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
CAPITAL RESTANT Budget principal + MSP	694 711,07 €	585 420,38 €	645 296,27 €	1 326 932,81 €	1 623 838,27 €	1 454 795,56 €	1 522 533,00 €
Epargne brute	410 741,01 €	319 919,63 €	99 698,60 €	520 171,59 €	810 970,43 €	612 293,57 €	1 096 369,00 €
<b>Ratio de désendettement</b>	<b>1,69</b>	<b>1,83</b>	<b>6,47</b>	<b>2,55</b>	<b>2,00</b>	<b>2,38</b>	<b>1,39</b>

# La dette au budget principal





Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Le budget annexe Assainissement

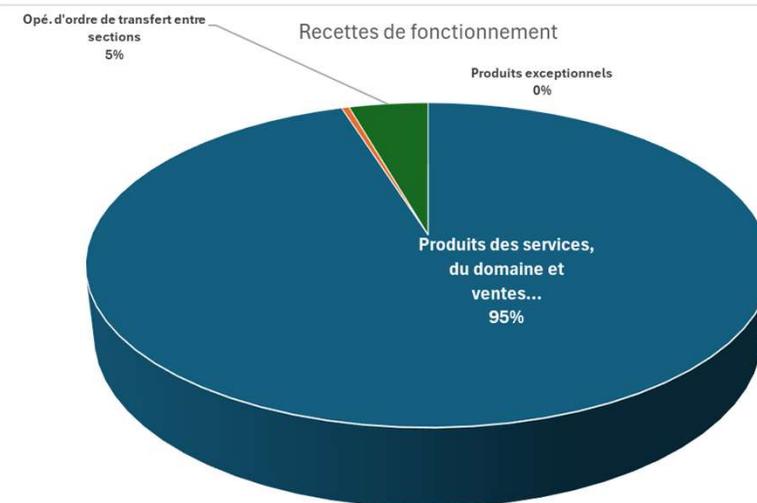
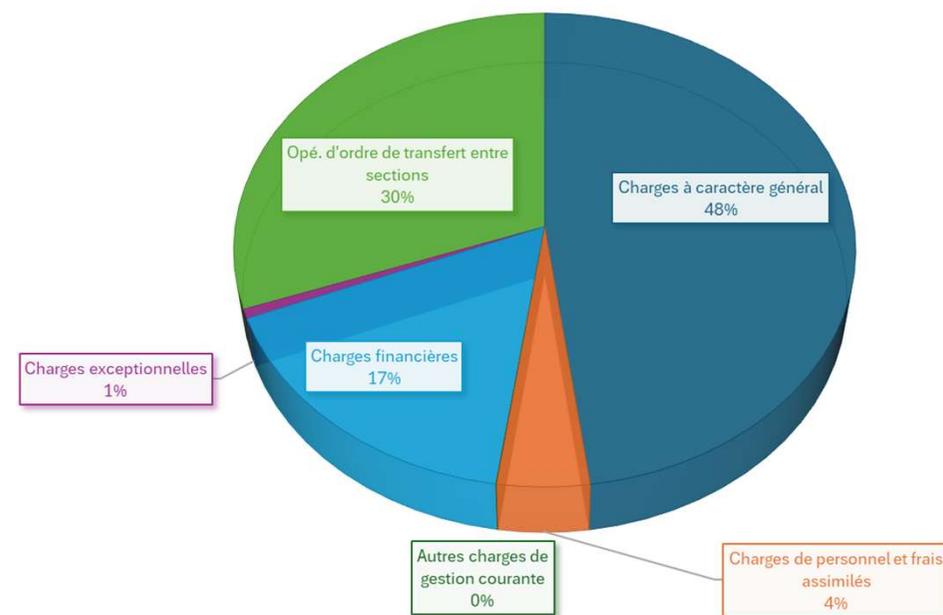
*Esquisse des résultats 2024*

# Le budget assainissement – l'exercice 2024

Comptes	Libellés DÉPENSES	Total budget	Écritures passées
011	Charges à caractère général	518 880,67 €	479 813,85 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	141 588,00 €	43 747,47 €
014	Atténuation de produits	0,00 €	0,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00 €	317,36 €
	<b>Total des dépenses de gestion courante</b>	<b>661 468,67 €</b>	<b>523 878,68 €</b>
66	Charges financières	166 132,07 €	165 982,25 €
67	Charges exceptionnelles	24 000,00 €	6 341,16 €
68	Dotations aux provisions	4 000,00 €	0,00 €
022	Dépenses imprévues	0,00 €	0,00 €
	<b>Total des dépenses réelles</b>	<b>855 600,74 €</b>	<b>696 202,09 €</b>
023	Virement à la section d'investissement	729 201,92 €	0,00 €
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	306 007,34 €	306 007,34 €
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct.	0,00 €	0,00 €
	<b>Total des dépenses d'ordre</b>	<b>1 035 209,26 €</b>	<b>306 007,34 €</b>
002	Résultat reporté	0,00 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 890 810,00 €</b>	<b>1 002 209,43 €</b>

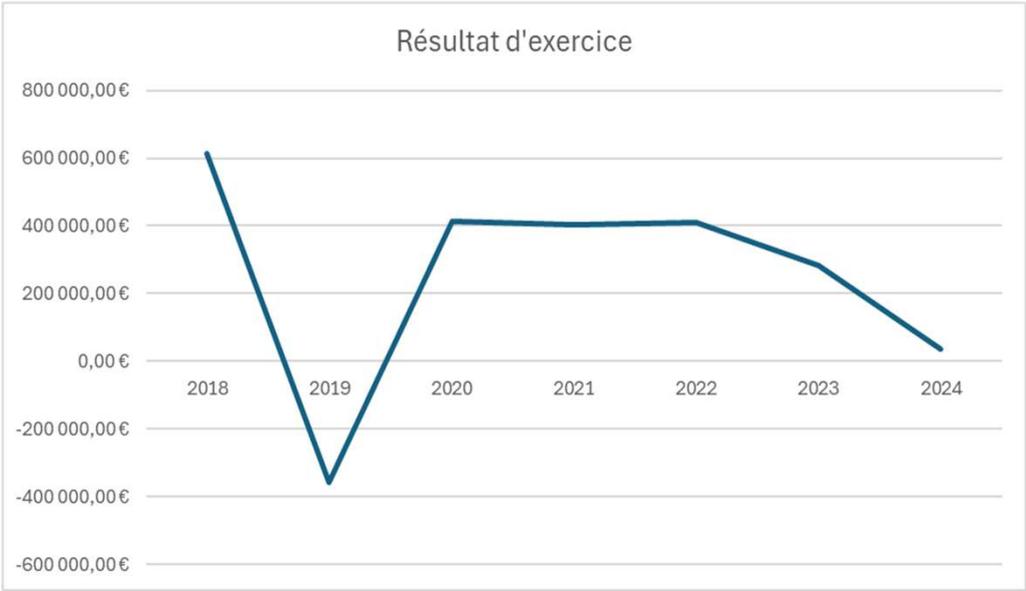
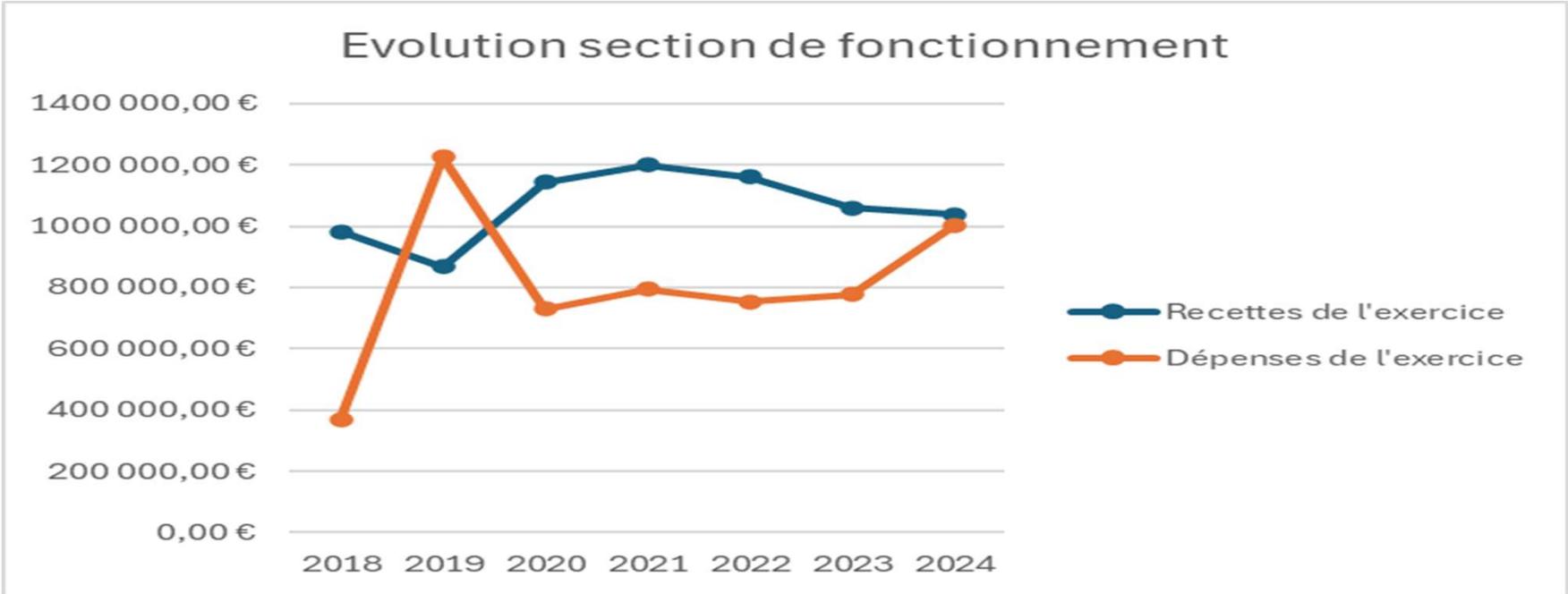
Comptes	Libellés RECETTES	Total budget	Historique
013	Atténuation de charges	0,00 €	0,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes...	1 015 000,00 €	930 100,88 €
74	Dotations et participations	0,00 €	0,00 €
75	Autres produits de gestion courante	0,00 €	0,00 €
	<b>Total des recette de gestion courante</b>	<b>1 015 000,00 €</b>	<b>930 100,88 €</b>
76	Produits financiers	0,00 €	0,00 €
77	Produits exceptionnels	11 656,95 €	4 184,32 €
78	Reprises sur provisions	0,00 €	0,00 €
	<b>Total des recettes réelles</b>	<b>1 026 656,95 €</b>	<b>934 285,20 €</b>
042	Opé. d'ordre de transfert entre sections	43 700,00 €	43 700,00 €
043	Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct.	0,00 €	0,00 €
	<b>Total des recettes d'ordre</b>	<b>43 700,00 €</b>	<b>43 700,00 €</b>
002	Résultat reporté	820 453,05 €	0,00 €
	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 890 810,00 €</b>	<b>977 985,20 €</b>

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2024



# Les résultats comptables – Budget Assainissement

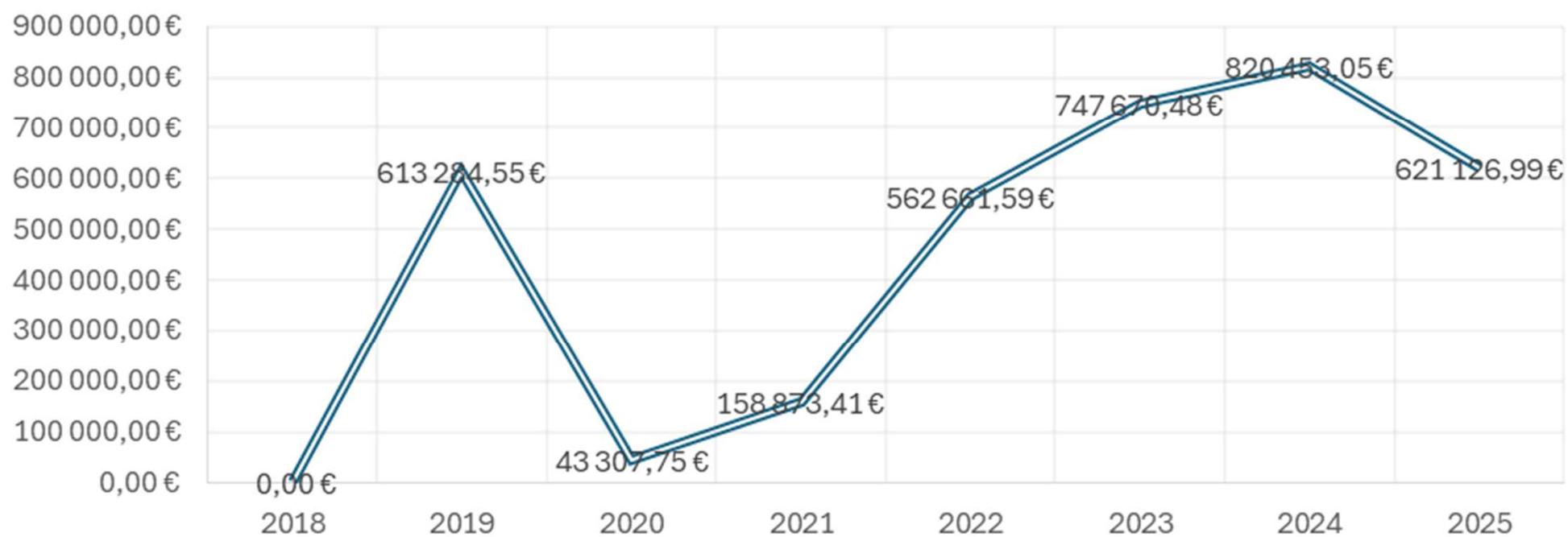
<i>Budget assainissement</i>							
<b>Fonctionnement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	982 464,44 €	868 516,47 €	1 143 798,68 €	1 198 735,99 €	1 161 437,00 €	1 058 877,62 €	1 037 985,20 €
Dépenses de l'exercice	369 179,89 €	1 225 118,21 €	730 672,75 €	794 101,56 €	752 859,38 €	776 966,01 €	1 002 209,43 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>613 284,55 €</b>	<b>-356 601,74 €</b>	<b>413 125,93 €</b>	<b>404 634,43 €</b>	<b>408 577,62 €</b>	<b>281 911,61 €</b>	<b>35 775,77 €</b>
Résultat reporté		613 284,55 €	43 307,75 €	158 873,41 €	562 661,59 €	747 670,48 €	820 453,05 €



# Les résultats comptables – Budget Assainissement

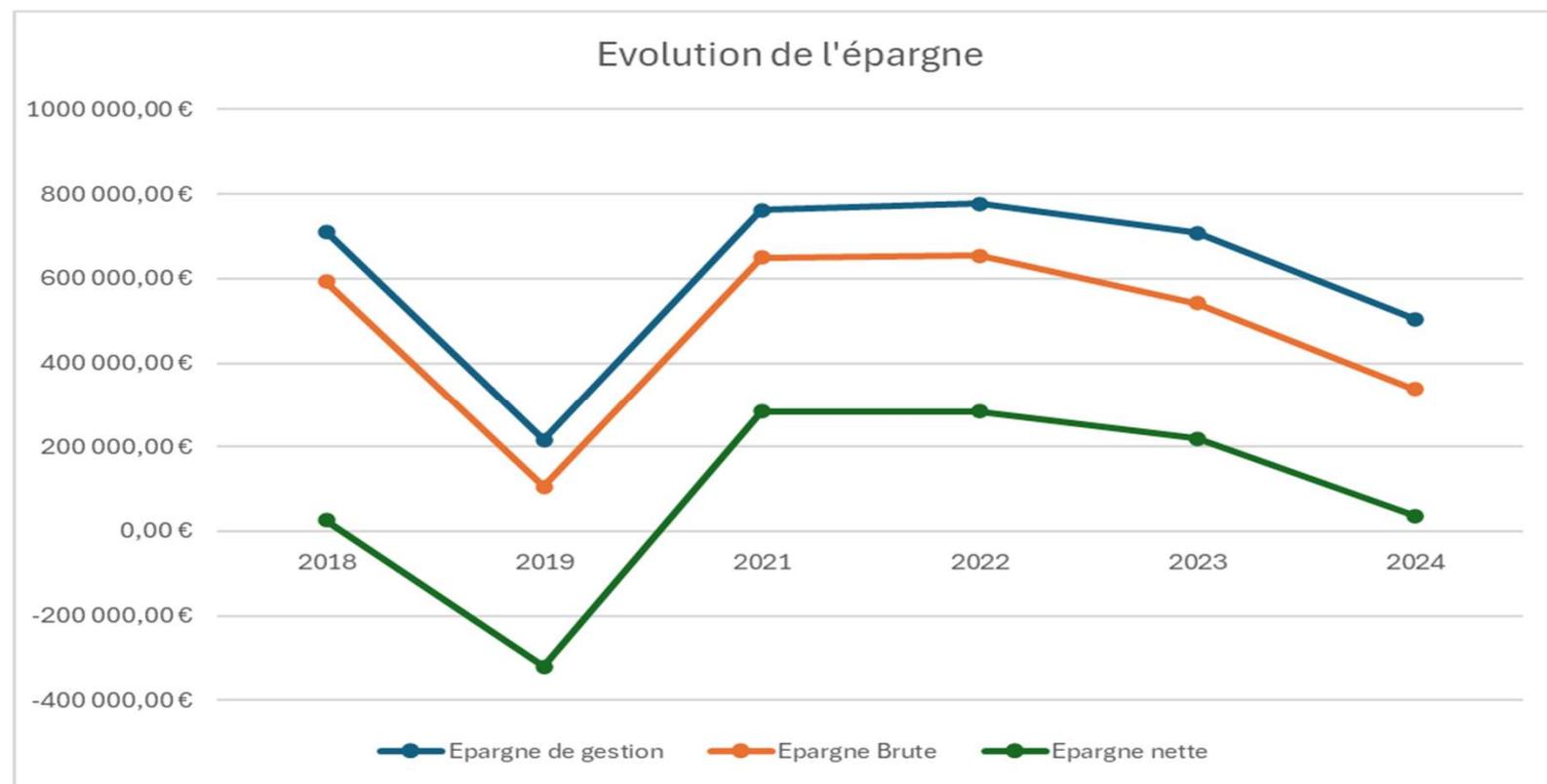
<i>Budget assainissement</i>							
<b>Fonctionnement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	982 464,44 €	868 516,47 €	1 143 798,68 €	1 198 735,99 €	1 161 437,00 €	1 058 877,62 €	1 037 985,20 €
Dépenses de l'exercice	369 179,89 €	1 225 118,21 €	730 672,75 €	794 101,56 €	752 859,38 €	776 966,01 €	1 002 209,43 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>613 284,55 €</b>	<b>-356 601,74 €</b>	<b>413 125,93 €</b>	<b>404 634,43 €</b>	<b>408 577,62 €</b>	<b>281 911,61 €</b>	<b>35 775,77 €</b>
Résultat reporté		613 284,55 €	43 307,75 €	158 873,41 €	562 661,59 €	747 670,48 €	820 453,05 €
<b>Investissement</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	1 300 371,99 €	1 599 160,88 €	3 415 309,36 €	2 131 435,35 €	581 111,13 €	1 171 296,57 €	643 204,34 €
Dépenses de l'exercice	1 068 139,91 €	2 358 261,48 €	2 480 662,60 €	2 612 939,76 €	1 292 087,69 €	1 656 561,28 €	619 602,01 €
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>232 232,08 €</b>	<b>-759 100,60 €</b>	<b>934 646,76 €</b>	<b>-481 504,41 €</b>	<b>-710 976,56 €</b>	<b>-485 264,71 €</b>	<b>23 602,33 €</b>
Résultat reporté		232 232,08 €	-526 868,52 €	407 778,24 €	-71 332,42 €	-782 308,98 €	-1 267 573,69 €
<b>Résultat cumulé</b>	<b>232 232,08 €</b>	<b>-526 868,52 €</b>	<b>407 778,24 €</b>	<b>-73 726,17 €</b>	<b>-782 308,98 €</b>	<b>-1 267 573,69 €</b>	<b>-1 243 971,36 €</b>
<b>RAR</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Recettes de l'exercice	5 270 713,53 €	4 327 441,49 €	2 431 607,19 €	1 326 599,47 €	1 778 983,11 €	1 286 834,00 €	1 365 754,00 €
Dépenses de l'exercice	5 402 217,36 €	4 013 948,03 €	3 136 945,70 €	1 111 420,26 €	1 220 242,86 €	228 389,35 €	356 884,47 €
<b>Solde des RAR</b>	<b>-131 503,83 €</b>	<b>313 493,46 €</b>	<b>-705 338,51 €</b>	<b>215 179,21 €</b>	<b>558 740,25 €</b>	<b>1 058 444,65 €</b>	<b>1 008 869,53 €</b>
<i>Besoin de financement</i>		<i>-213 375,06 €</i>	<i>-297 560,27 €</i>		<i>-223 568,73 €</i>	<i>-209 129,04 €</i>	<i>-235 101,83 €</i>
<i>Couv complémentaire</i>							
<i>Capacité de financement</i>	<i>100 728,25 €</i>			<i>141 453,04 €</i>			
Affectation 1068	0,00 €	213 375,06 €	297 560,27 €		223 568,73 €		235 101,83 €
<b>Résultat reporté N+1</b>	<b>613 284,55 €</b>	<b>43 307,75 €</b>	<b>158 873,41 €</b>	<b>563 507,84 €</b>	<b>747 670,48 €</b>	<b>820 453,05 €</b>	<b>621 126,99 €</b>

## EVOLUTION DU RÉSULTAT REPORTÉ



Fonctionnement	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes réelles de Fonctionnement	882 464,44 €	768 516,47 €	1 087 403,18 €	1 143 735,99 €	1 106 437,00 €	1 015 177,62 €	1 034 285,20 €
Dépenses de fonctionnement hors dette	170 713,82 €	551 990,77 €	328 204,15 €	381 168,59 €	329 515,37 €	307 130,35 €	530 219,84 €
<b>Epargne de gestion</b>	<b>711 750,62 €</b>	<b>216 525,70 €</b>	<b>759 199,03 €</b>	<b>762 567,40 €</b>	<b>776 921,63 €</b>	<b>708 047,27 €</b>	<b>504 065,36 €</b>
Intérêts de la dette	118 466,07 €	110 682,15 €	102 468,60 €	112 932,97 €	123 344,01 €	166 244,62 €	165 982,25 €
<b>Epargne Brute</b>	<b>593 284,55 €</b>	<b>105 843,55 €</b>	<b>656 730,43 €</b>	<b>649 634,43 €</b>	<b>653 577,62 €</b>	<b>541 802,65 €</b>	<b>338 083,11 €</b>
Capital de la dette	566 604,56 €	425 373,15 €	312 330,85 €	365 967,26 €	369 058,82 €	321 734,80 €	301 843,59 €
<b>Epargne nette</b>	<b>26 679,99 €</b>	<b>-319 529,60 €</b>	<b>344 399,58 €</b>	<b>283 667,17 €</b>	<b>284 518,80 €</b>	<b>220 067,85 €</b>	<b>36 239,52 €</b>

Les résultats financiers par agrégat





Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

SITUATION  
BUDGETAIRE

BUDGET PRINCIPAL

BUDGETS ANNEXES

FISCALITE

ORIENTATIONS

PROJETS

# BUDGET PRINCIPAL

## Focus sur le personnel

# Les charges de personnel en 2024

Le coût brut					
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 471 452,00 €	1 367 180,27 €		
6215	Personnel affecté par commune membre du GFP	193 478,00 €	75 550,51 €	Produit rattaché	
6218	Autre personnel extérieur	21 000,00 €	75 242,11 €		63 685,38 €
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10,00 €	0,00 €		
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	17 000,00 €	17 081,99 €	mise à disposition du personnel	150 792,62 €
64111	Rémunération principale titulaires	560 000,00 €	545 690,95 €	BA Assainissement	94 000,00 €
64131	Rémunérations	310 000,00 €	319 526,52 €		<b>1 122 387,65 €</b>
64168	Autres emplois aidés	15 000,00 €	1 911,74 €	Subvention	196 449,53 €
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	144 000,00 €	156 710,35 €		
6453	Cotisations aux caisses de retraites	160 000,00 €	152 821,82 €	Remboursement IJ	5 999,69 €
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	11 000,00 €	12 610,98 €	Financement France Service	70 000,00 €
6455	Cotisations pour assurance du personnel	800,00 €	1 021,92 €	Habitat	105 449,84 €
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	1 500,00 €	1 809,00 €	Financement poste VTA	15 000,00 €
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	10 500,00 €	7 202,38 €		
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00 €	0,00 €		
6488	Autres charges de personnel	26 664,00 €	0,00 €	Coût net chapitre du personnel	<b>925 938,12 €</b>

Répartition par thèmes des ETP	ETP	
Pôle technique et cycle de l'eau	9,60	35,06%
Pôle solidarités territoriales	6,54	19,93%
Pôle aménagement	4,67	18,90%
Pôle économie- communication	1,16	4,49%
Pôle développement	5,76	21,62%
<b>TOTAL</b>	<b>27,73</b>	<b>100,00%</b>

369 077,42 €
139 803,56 €
198 960,73 €
47 266,33 €
107 144,39 €
862 252,43 €

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

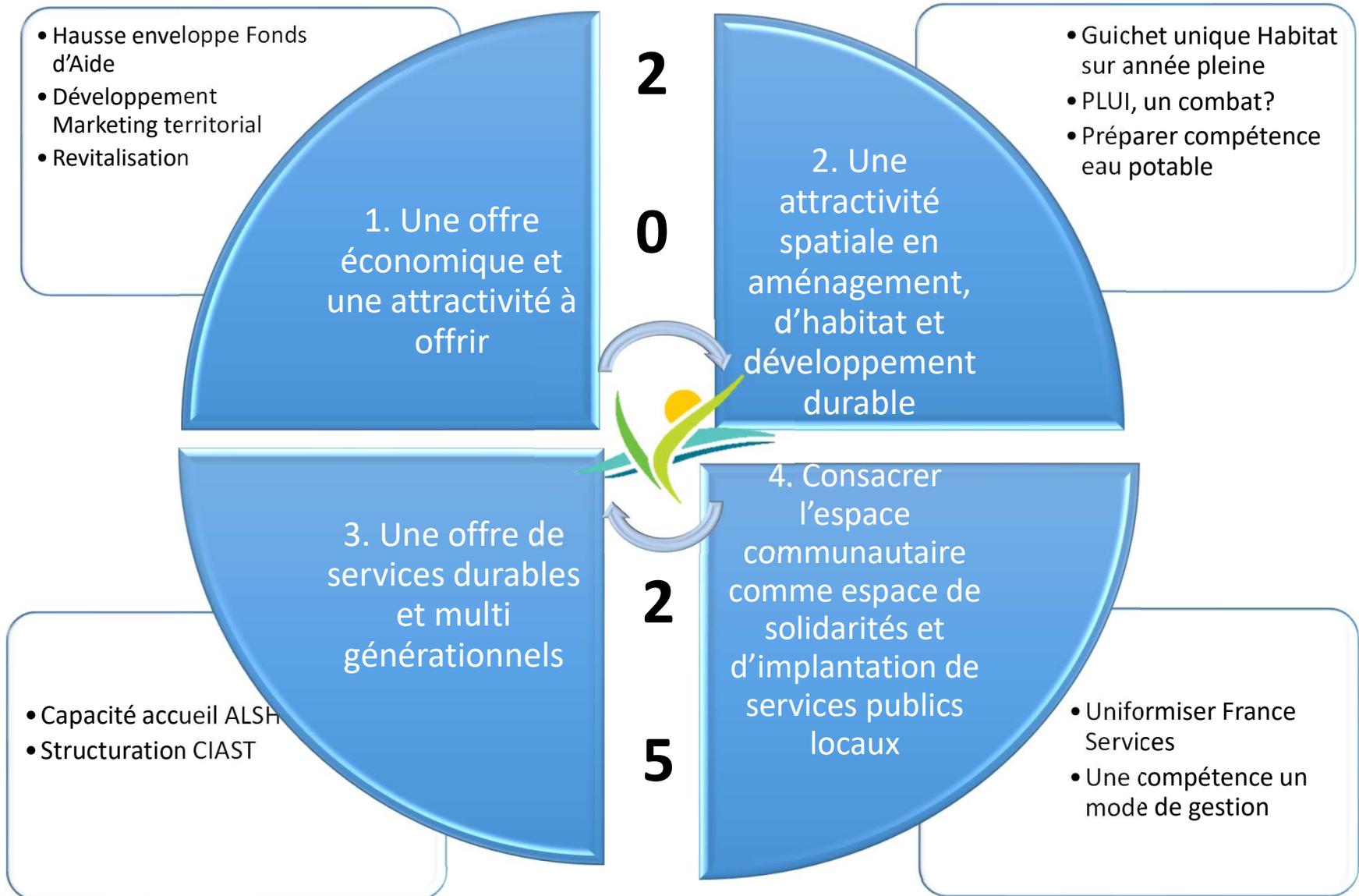
**IV- Orientation annuelle et projet intercommunal**

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

## Un renforcement de nos actions arrêtés dans le projet de territoire



# L'action intercommunale : trois publics

**Offrir une assise sur les services créés et déployés  
et les actions menées auprès de trois publics**

Les entreprises

Les habitants

Les communes

## Le foncier, enjeu des bases et de l'attractivité

- Acquisitions foncières pour renforcer nos ZA
- Combativité en matière de consommation foncière – le PLUI et renforcer action BE/Régie/ soutien juridique

## Attractivité par l'installation des entreprises

- Dispositif d'aide économique : revalorisation
- Dispositif FRR : accompagnement de la non compensation de l'exonération
- Guichet unique pour l'accompagnement et renforcement de l'action aller-vers

# Les habitants



## Associations

Renforcer le lien social  
Instruction attentive des  
dossiers de financement



## Guichet Unique

Habitat France Rénov  
France Services  
SAD



## Travaux

Assainissement  
Mobilité et mobilité douce  
Fibre et Numérique

← **Accueil de nouvelles populations et renforcement des services** →



### Ingénierie

Accompagnement recherche  
subvention et AAP

Instruction ADS



### Mutualisation

Achats groupés

Financement  
dette?



### Financement

Fonds de concours

DECI

Renforcement de l'accompagnement des communes

# Les fonds de concours intercommunaux- focus

Un exercice déployé avec le fonds DECI



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
Haut Périgord Noir

## Une volonté de soutenir l'investissement local

**Un accompagnement 900 000 € sur 6 ans pour un projet total à l'investissement local de 3,6 M€**

- **Une enveloppe de 150 000 € annuels**
- **Un contrat de 3 ans renouvelable 1 fois**
- **Un dossier par commune avec un plafond de 25 000 € par dossier**

## Les principes de construction budgétaire 2025

### Le programme d'investissement financé par

1. Maintien de l'épargne nette



Autofinancer le triptyque

<b>Economie + Fibre</b>	<b>250/300 000 € + 130 000 €</b>
<b>Habitat</b>	<b>250 000 €</b>
<b>Fonds de concours communes</b>	<b>50 000 €</b>

Maintenir une épargne en solde de 250 k€

2. L'enjeu 2025 : la mise à jour du PPI  
Assainissement



Recours à l'emprunt selon la réduction  
du capital à rembourser 2024 et 2025

3. Le fruit d'une partie des résultats  
reportés au service du combat pour  
l'attractivité du territoire



Financement de l'accompagnement des  
communes par une affectation du 002

### Le fonctionnement assuré par maîtrise et optimisation

1. Non augmentation des taux de fiscalité

2. Actions GEMAPI financées par la taxe  
GEMAPI

3. Le pilotage des DSP

4. Asseoir l'activité des services et en  
assurer la maîtrise

# Sommaire

I- Le contexte économique et financier

II- L'évolution structurelle des finances des CT

III. La situation financière et fiscale la CCTHPN

IV- Orientation annuelle et projet intercommunal

V- Le rapport d'égalité femmes- hommes



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

# Rapport Egalité Femme-Homme

A	HOMMES			FEMMES		
	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE
Nombre agents	1	1	2			
ETP	1	1	2			
Age moyen	41	47	44			

B	HOMMES			FEMMES		
	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE
Nombre agents	1	3	4	2	1	3
Administratif	1	3	4	0	1	1
Technique	0	0	0	2	0	2
ETP	1	3	4	2	1	3
Administratif	1	3	4	0	1	1
Technique	0	0	0	2	0	2
Age moyen	30	44,33	40,75	45	25	38,33

C	HOMMES			FEMMES		
	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE	FPT	CONTRACTUEL	TOTAL OU MOYENNE
Nombre agents	6	2	8	8	5	13
Administratif	0	0	0	8	5	13
Technique	6	2	8	0	0	0
ETP	5,71	1,04	6,75	6,97	5	11,97
Administratif	0	0	0	6,97	5	11,97
Technique	5,71	1,04	6,75	0	0	0
Age moyen	48	55,5	49,87	47,87	42,8	45,92

Au niveau national, dans la FPT:

Titulaires: 58 % de femmes / 42 % d'hommes

Non-titulaires: 67 % de femmes / 33 % d'hommes

Source: DGAFP, chiffres clés de l'égalité pro 2014

		Titulaires		Contractuel	
	Moyenne	Moyenne hommes	Moyenne femm	Moyenne homme	Moyenne femmes
<b>Age moyen</b>	45,4	46,42	44,5	46,22	44,16
<b>A</b>	44	44		41	47
<b>B</b>	39,7	40,75	38,33	40	39,5
<b>C</b>	47,42	49,9	45,9	47,9	46,42

Au niveau national, dans la FPT:

Age moyen: femmes: 43,9 ans  
hommes: 43,6 ans  
Part des moins de 30 ans: 11,3 % (idem f et h)  
Part des plus de 50 ans: femmes: 33,9 %  
hommes: 33,4 %

	HOMMES			FEMMES			TOTAL GENERAL		
	TITULAIRES	CONTRACTUEL	TOTAL	TITULAIRES	CONTRACTUEL	TOTAL	TITULAIRES	CONTRACTUEL	TOTAL ETP
A	1	1	2	0	0	0	1	1	2
B	1	3	4	2	1	3	3	4	7
C	5,71	1,04	6,75	6,97	5	11,97	12,68	6,04	18,72
<b>TOTAL</b>	<b>7,71</b>	<b>5,04</b>	<b>12,75</b>	<b>8,97</b>	<b>6</b>	<b>14,97</b>	<b>16,68</b>	<b>11,04</b>	<b>27,72</b>

Répartition par thèmes des ETP	ETP
Pôle technique et cycle de l'eau	9,60
Pôle solidarités territoriales	6,54
Pôle aménagement	4,67
Pôle économie- communication	1,16
Pôle développement	5,76
<b>TOTAL</b>	<b>27,73</b>

	Répartition par catégorie	hommes	femmes
A	7,22%	100%	0%
B	25,25%	57,14%	42,86%
C	67,53%	36,06%	63,94%
<b>TOTAL</b>	<b>100,00%</b>	<b>46,00%</b>	<b>54,00%</b>

# Rapport Égalité Femme-Homme

## PLAN D' ACTIONS

### AXE 1 : LUTTER CONTRE LES STEREOTYPES

#### Sensibiliser le personnel et les élus/élues

*Organiser une formation/sensibilisation dans le plan de formation de la CC*

#### Communication interne non stéréotypée

*Veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes sur tous les documents de communication*

#### Agir auprès des jeunes publics

*Engager une réflexion dans le cadre de la CTG avec les partenaires en lien avec la jeunesse : crèches, centres de loisirs, écoles, ...*

# Rapport Egalité Femme-Homme

## PLAN D' ACTIONS

### AXE 2 : GARANTIR LA NON- DISCRIMINATION DANS L'ACCES A L'EMPLOI

#### Mentions à intégrer dans les fiches de poste et offres d'emploi

*Indiquer au féminin et au masculin les titres, grades et fonctions sur les fiches de postes, offres d'emploi et documents et supports produits par la direction des ressources humaines*

#### Sensibilisation

*Sensibiliser les agents/agentes qui recrutent*



Communauté de Communes  
**Terrassonnais**  
**Haut Périgord Noir**

